



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination à l'égard
des femmes**

Distr. générale
15 novembre 2006
Français
Original: anglais

**Comité pour l'élimination de la discrimination
à l'égard des femmes**

Groupe de travail présession

Trente-septième session

15 janvier-2 février 2007

**Réponses à la liste de questions suscitées par le rapport
unique valant quatrième et cinquième rapports périodiques
et le sixième rapport périodique**

Pologne



Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**Liste de questions relatives à l'examen des rapports périodiques – Pologne****Généralités**

1. *Veillez communiquer des informations sur le processus d'établissement du rapport unique, valant quatrième et cinquième rapports périodiques, et du sixième rapport périodique. Ces renseignements devraient indiquer les services et organismes gouvernementaux qui ont participé audit processus ainsi que la nature et la portée de leur participation, si des consultations ont eu lieu avec les organisations non gouvernementales, et si le rapport a été soumis au Parlement.*

Le processus d'établissement du rapport unique valant quatrième et cinquième rapports périodiques et du sixième rapport périodique du Gouvernement polonais concernant l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a été le suivant :

- a) La Représentante spéciale du Gouvernement pour l'égalité de l'homme et de la femme a écrit à tous les ministères et à l'Office central statistique pour leur demander de réunir les documents appropriés relatifs à l'application des dispositions de la Convention relevant de leur domaine de responsabilité;
- b) La Représentante spéciale a aussi établi un rapport sur les questions relevant de son domaine de responsabilité;
- c) À partir des rapports adressés au secrétariat de la Représentante spéciale et de ses propres rapports, un projet de rapport a été établi et distribué aux ministères en vue de consultations interministérielles, afin que chaque ministère puisse l'approuver ou faire part de ses observations;
- d) Le projet de rapport a aussi été adressé au Commissaire pour la protection des droits civils, à l'Inspection nationale du travail, à l'Inspecteur en chef pour la protection des données personnelles et au Représentant spécial du Gouvernement pour les personnes handicapées, en vue de tenir des consultations mutuelles;
- e) Les observations présentées ont été prises en compte dans le texte du projet de rapport;
- f) La Représentante spéciale a aussi présenté le projet de rapport à M. R. Wieruszewski, expert dans le domaine des droits de l'homme, pour recueillir son avis;
- g) Le projet de rapport a été soumis au Comité du Conseil des ministres;
- h) Les observations présentées au sujet du projet ont été prises en compte dans le texte du projet;
- i) Le projet a été approuvé par le Comité du Conseil des ministres;
- j) Les recommandations du Comité du Conseil des ministres ayant été prises en considération, le projet de rapport a été présenté au Conseil des ministres;
- k) Le 28 avril 2004, le Conseil des ministres a adopté le rapport unique valant quatrième et cinquième rapports périodiques et le sixième rapport périodique

du Gouvernement polonais concernant l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;

l) Les rapports ont été traduits en anglais et communiqués au secrétariat de l'ONU en novembre 2004.

Constitution, législation et mécanisme national

2. *Conformément au paragraphe 54 du rapport unique valant quatrième et cinquième rapports périodiques, l'article 91 de la Constitution de 1997 dispose qu'« un accord international ratifié constitue une partie intégrante de l'ordre juridique national et est directement applicable ». Veuillez donner des précisions sur toutes affaires portées devant les tribunaux dans lesquelles la Convention a été invoquée ou mentionnée.*

Exemples de références à la Convention dans les domaines relevant de la compétence des tribunaux

La Cour suprême (contrôle la compétence des tribunaux ordinaires et militaires et l'application d'autres mesures spécifiées dans la Convention et dans ses statuts).

Dans l'exposé des motifs d'un jugement du 24 mars 2000 (I PKN 314/99), la Cour suprême s'est référée à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. La Cour avait examiné le recours d'une demanderesse contre une décision de l'office régional de l'emploi à Kędzierzyn-Koźle qui, comme elle le soutenait, avait refusé de l'employer comme messagère seulement parce qu'elle était une femme. Elle soutenait que cette décision violait les dispositions des paragraphes 1a et 1b de l'article 11 de la Convention. La Cour a estimé que l'offre d'emploi de l'office de l'emploi ne comportait aucun élément de discrimination et qu'il n'y avait pas eu violation des paragraphes 1a et 1b de la Convention. La Cour a donc estimé l'appel injustifié et l'a rejeté.

Le Tribunal constitutionnel (statue sur les questions relatives à la conformité des lois et des accords internationaux avec la Constitution, la conformité d'une loi avec les accords internationaux dont la ratification exige l'autorisation préalable d'une loi, et la conformité des dispositions juridiques émanant des autorités centrales de l'État à la Constitution, aux traités ratifiés et aux lois).

Au cours d'instances devant le Tribunal constitutionnel il a été fait plusieurs fois référence à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (ci-après dénommée la « Convention »). La Convention a été citée par le Tribunal en tant qu'argument dans ses exposés des motifs ou par les parties aux instances, ou elle a été mentionnée dans les décisions.

Dans un jugement du 13 juin 2000 (K 15/99), la Convention a été mentionnée dans la décision. Dans l'affaire en question, le Commissaire pour la protection des droits civils avait demandé au Tribunal constitutionnel d'examiner la conformité à la Constitution du par.1 de l'article 40 de la loi du 10 octobre 1991 sur les ressources pharmaceutiques, les substances médicales, les pharmacies, les grossistes et l'inspection pharmaceutique, concernant l'interdiction de recruter à un poste de pharmacienne une femme n'ayant pas atteint l'âge de la retraite pour les hommes. Le Commissaire pour la protection des droits civils a estimé qu'il y avait violation de l'article 11 de la Convention. De l'avis du demandeur, en ce qui concerne

l'égalité des femmes et des hommes, la possibilité d'établir une différence entre entités prend un sens nouveau au regard de la Convention, aux termes de laquelle la discrimination à l'égard des femmes vise toute distinction, exclusion ou restriction qui a pour effet de réduire, limiter ou empêcher l'exercice par les femmes, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel, civil ou dans tout autre domaine. En conséquence, une réglementation différente du statut juridique de la femme n'est admissible que si elle entraîne une différenciation concrète de la situation de l'homme et de la femme en renforçant la participation des femmes dans les domaines susmentionnés, car une telle différenciation du statut juridique de la femme et de l'homme contribue à faciliter l'application du principe de la justice sociale.

Le Commissaire pour la protection des droits civils a déclaré que si l'on fait dépendre de l'âge la possibilité de recruter une femme à un poste de pharmacienne, cela constitue un cas de discrimination à l'égard des femmes et une violation du principe de l'égalité des droits des hommes et des femmes. Le demandeur a aussi fait valoir que la disposition du paragraphe 1 de l'article 40 de la loi sur l'industrie pharmaceutique viole le paragraphe 1 de l'article 65 de la Constitution de la République de Pologne, qui traite de la liberté de choisir et d'exercer sa profession, ainsi que l'article 11 de la Convention, qui dispose que les femmes ont le droit aux mêmes possibilités d'emploi, y compris l'application des mêmes critères de recrutement.

Le Tribunal constitutionnel a estimé que la réglementation en cause violait le principe de justice susmentionné, car elle créait des critères différents quant à la possibilité de recruter une femme (et en principe, d'en prolonger l'emploi) à un poste de pharmacienne, en fonction de son âge. Si une femme doit demander à l'administration une autorisation pour continuer d'exercer les fonctions de pharmacienne cinq ans avant les hommes, cette situation doit être considérée comme une violation des engagements juridiques internationaux de la République de Pologne découlant de la ratification de la Convention. Le Tribunal constitutionnel a décidé que l'article 40 de la loi sur les ressources pharmaceutiques, les substances médicales, les pharmacies, les grossistes et l'inspection pharmaceutique, concernant le refus de nommer une femme à un poste de pharmacienne alors qu'elle n'a pas atteint l'âge de la retraite pour les hommes, constitue une violation du paragraphe 2 de l'article 33 de la Constitution de la République de Pologne et de l'article 11 de la Convention et n'est pas conforme au paragraphe 1 de l'article 65 de la Constitution.

Autres jugements du Tribunal constitutionnel dans lesquels le Tribunal a mentionné la Convention dans ses exposés des motifs :

A. Jugement du 28 mars 2000 (dossier n° K 27/99)

Le Tribunal constitutionnel a estimé que l'alinéa 4 du paragraphe 1 de l'article 23 de la loi sur la Charte de l'enseignant – dans la mesure où il permet de mettre fin à une relation de travail, sans le consentement de la partie intéressée, plus rapidement dans le cas d'une enseignante que dans celui d'un enseignant – viole les articles 32 et 33 de la Constitution de la République de Pologne parce que la différence de statut juridique entre les hommes et les femmes créée par cette disposition a le caractère d'une discrimination en fonction du sexe. Dans son exposé des motifs, le Tribunal s'est référé à la Convention, déclarant que « l'interprétation dans l'ordre constitutionnel polonais du principe de l'égalité des femmes et des

hommes doit se référer aux instruments de droit international qui engagent la Pologne (...) Les dispositions de la Convention de l'ONU du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes sont également importantes ».

B. Jugement du 5 décembre 2000 (dossier n° K 35/99)

Le Tribunal constitutionnel a estimé que l'alinéa 5 du paragraphe 1 de l'article 13 de la loi sur les fonctionnaires des services administratifs, dans la mesure où il permet de mettre fin, en respectant le préavis, à une relation de travail avec une fonctionnaire plus rapidement que dans le cas d'un fonctionnaire, et l'alinéa 5 du paragraphe 1 de l'article 10 de la loi sur les fonctionnaires des collectivités locales autonomes, dans la mesure où il permet de mettre fin, avec préavis, à une relation de travail avec une fonctionnaire d'une collectivité locale plus rapidement que dans le cas d'un fonctionnaire, lorsqu'elle acquiert des droits à pension, viole les articles 32 et 33 de la Constitution de la République de Pologne. Dans son exposé des motifs, le Tribunal a déclaré qu'« en interprétant le principe d'égalité exprimé dans les articles 32 et 33, on doit prendre en considération les obligations découlant des instruments internationaux, en particulier la Convention des Nations Unies du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (...). Jugement du 29 septembre 1997 (dossier n°K 15/97)

Le Tribunal constitutionnel a décidé que l'alinéa 1 du paragraphe 2 de l'article 44 de la loi sur la fonction publique, dans la mesure où il permet de mettre fin avec préavis à une relation de travail avec une fonctionnaire, sans son assentiment, dans des délais plus rapprochés que dans le cas d'un fonctionnaire, viole le paragraphe 2 de l'article 67 et les paragraphes 1 et 2 de l'article 78 des principes constitutionnels qui demeurent en vigueur aux termes de l'article 77 de la Loi constitutionnelle du 17 octobre 1992 sur les relations mutuelles entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif de la République de Pologne et sur l'autonomie territoriale, parce que la situation juridique différente des hommes et des femmes créée par ces dispositions présente les caractéristiques d'une discrimination en fonction du sexe. Dans son exposé des motifs, le Tribunal s'est référé à la Convention, déclarant que « des principes directeurs semblables peuvent être trouvés dans le droit international. Il est question de l'égalité de statut des femmes dans la (...) Charte des Nations Unies (al. c de l'Article 55), et d'autre part l'interdiction de la discrimination à l'égard des femmes découle aussi des principes généraux d'égalité tels qu'ils sont énoncés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 19 décembre 1966, ou dans l'article 14 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950, et aussi dans la Charte sociale européenne du Conseil de l'Europe que la Pologne a récemment ratifiée. Les dispositions de la Convention des Nations Unies du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes sont également importantes (...) ».

3. *Les rapports donnent une vue d'ensemble des modifications apportées à la loi durant la période 1990-2002. Toutefois, il n'y est fait aucune mention de programmes de formation judiciaires ou autres qui garantiraient, par l'intermédiaire des tribunaux nationaux compétents et d'autres organismes publics, la protection effective des femmes contre tout acte de discrimination, comme l'exige l'article 2 c) de la Convention. Veuillez donner des exemples à titre illustratif de ce type de programmes de formation.*

Exemples de programmes de formation à l'intention des juges et des procureurs

Les programmes de formation du Ministère de la justice comprennent le thème de la discrimination à l'égard des femmes. Pendant la période 2003-2006 les sessions et conférences suivantes ont été consacrées à ce thème :

2003

- Formation des juges concernant les services de consultation familiale dans les systèmes juridiques de l'UE;
- Série d'ateliers de formation intitulés « Enseigner pour prévenir l'agression »;
- Formation des juges et des procureurs sur les comptes rendus psychologiques dans les cas de violence familiale;
- Formation des procureurs concernant la pathologie et la violence dans la famille, organisée conjointement avec la fondation Dzieci Niczyje (Enfants de personne).

2004

- Série de sessions de formation à l'intention des juges qui traitent des affaires de main-d'œuvre et d'assurance sociale, concernant la portée, l'objectif et les principes du droit social européen, la prévention et la lutte contre la discrimination sur le lieu de travail pour des motifs de sexe, d'âge et de nationalité;
- Formation des juges concernant la pathologie et la violence dans la famille, organisée en coopération avec la fondation Dzieci Niczyje (Enfants de personne).

2005

- Série de sessions de formation à l'intention des juges et des procureurs en matière de lutte contre la discrimination au sens large, dans le contexte du droit communautaire, organisée conjointement avec la chancellerie du Premier Ministre et le secrétariat de la Représentante spéciale du Gouvernement pour l'égalité de l'homme et de la femme;
- Formation à l'intention des juges et des procureurs concernant les crimes mettant en jeu le trafic d'êtres humains, organisée conjointement avec la fondation La Strada.

2006

- Formation à l'intention des procureurs concernant l'identification, la prévention et la lutte contre les signes de discrimination – réalisation du programme communautaire « Eurequality », organisé en coopération avec le Ministère du travail et de la politique sociale;
- Séances de formation à l'intention des juges qui se prononcent sur des affaires de travail et d'assurance sociale, abordant les thèmes du harcèlement et de la discrimination à l'égard des salariés dans les jugements de la Cour suprême et la Cour de justice européenne.

4. *Il est indiqué dans les rapports que le Commissaire à la protection des droits civils (ombudsman) est intervenu à de nombreuses reprises dans des affaires relatives à l'égalité des sexes et à la discrimination. Veuillez fournir des statistiques sur le nombre d'affaires de ce type (CEDAW/C/POL/4 et 5, par. 65 et CEDAW/C/POL/6, par. 36).*

Entre le 1^{er} juillet 2004 et le 30 juin 2006, les recours suivants portant sur l'ensemble des thèmes considérés ont été soumis au bureau du Commissaire :

- Discrimination à l'égard des femmes dans les relations de travail – salaire inférieur et conditions de travail inférieures à celles d'hommes employés dans les mêmes fonctions – deux cas;
- Discrimination à l'égard de femmes en cours d'emploi – l'employeur leur ayant ordonné de porter des chemisiers portant des inscriptions injurieuses pour les femmes – un cas;
- Discrimination lors du recrutement pour des motifs d'âge et d'apparence physique – trois cas;
- Discrimination en cours d'emploi pour des motifs d'âge – contraignant la salariée à prendre une retraite anticipée – un cas.

Dans certains cas, le Commissaire a demandé à l'Inspection nationale du travail d'inspecter un employeur. Ces inspections ont révélé diverses irrégularités dans l'activité des employeurs.

Il faut noter que les victimes invoquent le « harcèlement », terme assez répandu, dans certains cas de discrimination. Dans ces cas, le Commissaire fournit des explications juridiques détaillées et indique en outre aux parties intéressées les noms des associations anti-harcèlement appropriées, actives dans tout le pays.

5. *D'autres organes créés en vertu d'instruments internationaux se sont déclarés inquiets de la discrimination persistante dont fait l'objet la population rom sur le territoire polonais (voir CRC/15/Add.194, E/C.12/1/Add.82, et CCPR/CO/82/POL). Veuillez fournir des données statistiques sur la situation des femmes rom et indiquer quelles sont les mesures spéciales prises pour empêcher la discrimination à leur égard dans l'emploi, l'éducation, la santé, le logement, et dans d'autres domaines.*

Il convient de noter que, compte tenu de la situation de la communauté rom en Pologne et des risques de discrimination dont elle pourrait faire l'objet, la grande majorité des représentants de la communauté rom et des experts estiment que les femmes rom ne sont pas exposées particulièrement à la discrimination. En conséquence, les activités menées dans l'intérêt des rom intéressent toute la communauté rom et ne sont pas classées en fonction du sexe. Cependant, certaines mesures figurant dans des programmes du gouvernement remédient à certains phénomènes culturels susceptibles d'engendrer l'inégalité entre les sexes. Par exemple, l'aide à l'éducation des enfants rom et en particulier l'emploi d'assistants d'éducation contribuent à éviter que les jeunes filles rom refusent prématurément de suivre l'enseignement. De même, on peut constater un intérêt accru de la part des femmes en matière d'assistance et de prévention médicale.

On peut aussi citer des exemples d'activités entreprises par des femmes rom, la plupart des assistantes d'éducation rom employées par les écoles étant des femmes.

De même, la grande majorité des étudiants rom bénéficiant d'une aide de l'État sont des femmes (31 femmes contre 14 hommes).

6. *Les rapports décrivent en détail les efforts faits par le Groupe parlementaire des femmes pour proposer un projet de loi sur l'égalité de statut des hommes et des femmes (CEDAW/C/POL/6, par. 38 à 41). Veuillez fournir des informations actualisées sur l'adoption d'une nouvelle loi et l'établissement d'un mécanisme national pour l'égalité de statut entre les hommes et les femmes.*

Une nouvelle tentative a été faite en vue d'adopter une loi sur l'égalité de statut entre les hommes et les femmes dans la législation polonaise : un projet de loi en ce sens, longuement préparé, a été soumis au Sénat polonais le 19 juillet 2002. Le porte-parole du Sénat a décidé de le transmettre à la Commission de la législation et de la légalité et à la Commission de la politique sociale et de la santé. Lorsque ces commissions ont achevé leurs travaux et après la troisième lecture du projet de loi, le 19 décembre 2002, le Sénat a décidé de présenter le projet à la Diète. Le projet a été soumis en janvier 2003 à la Diète, qui l'a transmis à la Commission de la justice et des droits de l'homme et à la Commission législative. Une commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi du Sénat sur l'égalité de statut entre les hommes et les femmes a aussi été créée; elle a entrepris un travail intensif sur cette question. Mais après la troisième lecture la Diète a de nouveau rejeté le projet le 17 juin 2005. La cinquième session de la Diète n'a pas examiné le projet. En conséquence, il n'a pas été créé d'office pour l'égalité de statut entre les hommes et les femmes, tel que celui envisagé dans le projet de loi rejeté par la Diète.

7. *Il est indiqué dans le sixième rapport qu'à la suite de la création du Bureau de la Représentante spéciale du Gouvernement pour l'égalité de l'homme et de la femme, les compétences du Bureau ont été élargies le 25 juin 2002, date à partir de laquelle il a également été chargé de la lutte contre la discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique, la religion, l'âge et l'orientation sexuelle (par. 46). Veuillez indiquer quel est le dispositif en place pour éviter que l'élargissement de ce mandat n'aboutisse à un affaiblissement des actions menées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes. Veuillez fournir des renseignements actualisés supplémentaires sur les activités du Bureau de la Représentante spéciale du Gouvernement pour l'égalité de l'homme et de la femme.*

L'élargissement des compétences de la Représentante spéciale du Gouvernement pour l'égalité de l'homme et de la femme aux questions de discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique, la religion, l'âge et l'orientation sexuelle n'a pas affaibli les actions menées pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes. Des experts chargés d'examiner les questions de discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique, la religion, l'âge et l'orientation sexuelle ont été employés par le Bureau de la Représentante spéciale. Les mesures prises antérieurement pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes ont été intégralement appliquées. Pendant la période considérée, une campagne d'information à grande échelle intitulée Czas na Kobiety (« Du temps pour les femmes ») a été organisée avec la participation de femmes de toute la Pologne. Elle comportait des conférences et des ateliers à l'intention de femmes souhaitant se présenter aux élections parlementaires, la distribution de brochures incitant les femmes à entreprendre une activité politique et une formation à l'intention des représentants spéciaux des voïvodies pour l'égalité de l'homme et de

la femme, comportant des discours, des exercices de présentation de soi et l'établissement de contacts avec les médias.

Le Bureau de la Représentante spéciale a surveillé la mise en œuvre du Plan d'action national en faveur de la femme, adopté le 19 août 2003 et a préparé ensuite des consultations interministérielles sur les engagements découlant de l'adhésion de la Pologne à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing de 1995.

Les activités de la Représentante spéciale ont inspiré un large débat public sur l'égalité des sexes et ont ensuite fait mieux comprendre et accepter la nécessité d'un traitement égal des femmes et des hommes dans les divers secteurs de la vie sociale.

La Représentante spéciale du Gouvernement pour l'égalité de l'homme et de la femme a également mis en œuvre deux projets :

a) « Renforcement des politiques promouvant l'égalité de traitement des femmes et des hommes » dans le cadre du programme PHARE 2002;

b) « Élimination des obstacles à l'égalité entre les femmes et les hommes » dans le cadre de la stratégie-cadre communautaire en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2001-2005.

À sa réunion du 3 novembre 2005, le Conseil des ministres a adopté une directive visant à suspendre les activités du (de la) Représentant(e) spécial(e) pour l'égalité de l'homme et de la femme. Sur la base d'une directive du Président du Conseil des ministres du 9 décembre 2005 sur l'octroi d'un statut au Ministère du travail et de la politique sociale, un nouveau Département de la femme, de la famille et de la lutte contre la discrimination, chargé de coordonner les activités relatives au statut de la femme et de la famille dans la société et de prendre des mesures de lutte contre la discrimination, a été créé dans le cadre du Ministère.

8. *Veillez apporter des précisions sur les résultats du projet mis en œuvre sous les auspices de l'UE intitulé « Renforcement des politiques promouvant l'égalité de traitement des femmes et des hommes » (CEDAW/C/POL/6, par. 52), en indiquant les lacunes dans les statistiques nationales qui ont été identifiées et les progrès accomplis pour les combler.*

L'un des objectifs du projet intitulé « Renforcement des politiques promouvant l'égalité de traitement des femmes et des hommes » financé par le fonds du programme Phare de l'UE et mis en œuvre d'août 2003 à février 2005 consistait à mettre en place un système national de suivi de l'égalité de traitement des femmes et des hommes qui servirait en même temps d'instrument pour surveiller la mise en œuvre de cette politique.

La situation des statistiques ventilées par sexe en Pologne examinée dans le cadre du projet susmentionné par un groupe d'experts dano-polonais dans le domaine des statistiques montre que la Pologne dispose d'un système de statistiques développé fondé sur les données des recensements nationaux sur la population et une série complète d'enquêtes menées conformément aux règles de l'UE. Du point de vue de l'égalité entre les femmes et les hommes, les travaux de recherche ont montré que si l'on rencontrait des difficultés, c'était plutôt parce que les données n'étaient pas suffisamment utilisées et que les statistiques ventilées par sexe étaient dispersées et pas toujours à jour. Les experts ont reconnu que souvent les autorités publiques, les chercheurs et les ONG se heurtaient à des difficultés (d'ordre financier, technique, informatique, méthodologique) pour accéder aux données

existantes et les exploiter en vue d'une analyse plus poussée. Ils ont aussi estimé que la formation en général insuffisante des parties intéressées en Pologne entravait l'utilisation optimale des sources de données existantes.

Le projet visait donc à collecter toutes les données dispersées et à les rassembler pour les mettre plus facilement à la disposition et au service des organismes publics et de l'administration autonome, des chercheurs, ONG, médias, entrepreneurs, etc. Le système devait offrir un instrument analytique aux responsables politiques et définir des règles concernant les orientations de la politique visant à renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes. Le système mis en place intéresse les domaines suivants :

- Situation démographique d'ensemble;
- Familles et ménages;
- Conditions de vie et pauvreté;
- Marché du travail et chômage;
- Salaires;
- Éducation;
- Santé;
- Sécurité sociale;
- Emploi du temps, y compris éducation des enfants et soins à d'autres personnes à charge;
- Vie publique (prise de décisions);
- Applications des nouvelles technologies de l'information;
- Violence.

Pour combler les lacunes des statistiques ventilées par sexe, le système a aussi eu recours aux données rassemblées lors de nouveaux travaux de recherche et enquêtes pilotes effectués pendant la durée du projet dans les domaines suivants :

- Ménages;
- Jeunes universitaires;
- Entrepreneurs;
- Analyse du contenu des médias.

Avec un cofinancement polonais, d'autres rapports ont été établis sur : « les familles de pères célibataires avec enfants », « l'analyse comparée des contenus du mensuel *Votre enfant* concernant la maternité », « le comportement des femmes en politique, 2005-2006 », « l'évaluation de la situation sanitaire et l'utilisation des services de santé », « les valeurs et le style de vie des Polonais ».

Rôles stéréotypés des hommes et des femmes

9. *Le rapport reconnaît que les stéréotypes sont « profondément ancrés dans les esprits » en Pologne (CEDAW/C/POL/4 et 5, par. 88) et qu'ils se manifestent en nombreuses façons. Les paragraphes 56 à 58 du sixième rapport périodique*

décrivent certaines des initiatives prises par la Représentante spéciale du Gouvernement pour l'égalité de l'homme et de la femme depuis 2001 pour s'attaquer à ces stéréotypes. Veuillez donner des précisions sur l'effet de ces initiatives et énumérer les politiques concrètes élaborées pour promouvoir le partage des responsabilités entre les hommes et les femmes dans la famille et la société, et leur effet.

Les tâches de la Représentante spéciale du Gouvernement pour l'égalité de l'homme et de la femme incluent une réforme de la loi et le soutien d'initiatives sociales visant à promouvoir l'égalité entre les sexes. Outre ses activités dans le domaine des affaires publiques, elle a aussi participé dans une grande mesure à la réalisation de projets financés par des ressources étrangères et par son propre budget.

La Représentante spéciale a été un partenaire important de divers ministères et du Gouvernement. De nombreux services lui ont demandé de participer à la solution conjointe de problèmes intéressant divers secteurs sociaux et lui ont adressé un nombre croissant de tâches et de demandes de coopération. Cette coopération a été particulièrement marquée avec le Bureau du Comité pour l'intégration de la Pologne dans l'Europe, le Ministère du travail et de la politique sociale, le Ministère de la justice, le Ministère des affaires étrangères et le Ministère de l'intérieur et de l'administration. Pendant cette période de coopération, la Représentante spéciale a établi des rapports et des analyses, formulé des avis, régulièrement participé aux travaux des équipes interministérielles chargées des problèmes et participé à des séminaires et conférences où sa présence était absolument nécessaire pour améliorer l'image de la Pologne sur le plan international concernant le respect des droits des femmes et l'adoption de normes d'égalité entre les sexes. Autre point important, la Représentante spéciale a aussi participé aux travaux parlementaires visant à amender le Code du travail, ce qui a permis d'inclure intégralement dans le Code les dispositions des directives de l'UE interdisant la discrimination sur le lieu de travail (les derniers amendements ont été adoptés en avril 2004).

Autre succès important : la participation au débat public sur les droits de l'homme de communautés qui avaient rarement été présentes par le passé, comme les minorités sexuelles ou ethniques (par exemple les rom) auxquelles la Représentante spéciale a consacré spécialement des activités – également dans le cadre d'initiatives concurrentes de diverses ONG.

En liaison avec la préparation de l'accession de la Pologne à l'UE, la Représentante spéciale a, au premier semestre de 2003, adopté un objectif prioritaire consistant à engager des activités intensives pour établir spécialement un dialogue dans les communautés féminines (y compris les communautés rurales) en vue de diffuser la législation, les normes et les pratiques sociales de l'UE dans les pays membres associés, dans la perspective du référendum prévu sur l'adhésion de la Pologne à l'UE, et de permettre à la société d'opérer un choix conscient dans ce domaine. Pour réaliser ces objectifs la Représentante spéciale a renforcé sa coopération avec les ONG et a influé sur la décision d'affecter plus de fonds au financement des tâches de programmation.

Au cours de la deuxième année de fonctionnement du Bureau de la Représentante spéciale (2003), on a constaté que la nécessité d'avoir une autorité publique responsable en matière de respect des droits de l'homme, de lutte contre la discrimination et en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes était mieux

comprise et acceptée. Cela s'est traduit par des contacts plus étroits et plus efficaces avec les administrations centrales et régionales et un renforcement du dialogue avec les ONG, ainsi qu'un élargissement de la coopération internationale.

Le travail de fond du Bureau de la Représentante spéciale a été universellement reconnu, le public a davantage pris conscience des problèmes d'égalité et de discrimination entre les sexes et les questions de sexospécificité ont commencé à être prises en compte par les services gouvernementaux dans un nombre croissant de documents.

Parmi les activités de la Représentante spéciale visant à mettre en œuvre la politique de l'État concernant l'égalisation des droits et les problèmes des groupes exposés à la discrimination, une tâche prioritaire a consisté dans l'étude commandée par le comité du Conseil des ministres sur un modèle institutionnel de lutte contre la discrimination en Pologne. Il s'agissait d'une des tâches découlant de l'adhésion et qui présentait un caractère essentiel pour appliquer pleinement les directives de l'UE à ce sujet (2000/43/EC, 2000/78/EC, 2002/73/EC).

Pour s'acquitter d'une des tâches essentielles que lui avait confiées le Conseil des ministres, à savoir la surveillance de l'application des principes obligatoires concernant l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre la discrimination dans tous les domaines de la politique de l'État et les mesures destinées à faire prendre conscience de la nature de ces problèmes dans un État démocratique respectueux de la loi, la Représentante spéciale a eu principalement recours à :

- L'analyse et l'approbation des projets de documents du gouvernement soumis par le Conseil des ministres ou le Comité du Conseil des ministres;
- La participation de la Représentante spéciale à la préparation de projets de documents pour le travail de l'administration et de règlements visant à améliorer la situation des femmes et des hommes ainsi que des groupes exposés à la discrimination pour des motifs autres que le sexe.

Il faut noter que la grande majorité des opinions, remarques et modifications proposées présentées par la Représentante spéciale ont paru justifiées et ont été prises en compte par les auteurs des documents du Gouvernement.

Projets réalisés par la Représentante spéciale en 2002-2005

I. Projets PHARE 2002 :

Renforcement de la politique de traitement égal des femmes et des hommes

Renforcement de la politique antidiscrimination

II. Projets faisant partie des programmes communautaires

A. Programme concernant la stratégie-cadre de la Communauté pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2001-2006

- Élimination des obstacles sur la voie de l'égalité entre sexes en Pologne;
- « Si c'est un homme », la Pologne assure la coordination de ce projet réalisé en coopération avec l'Italie, la Bulgarie et le Danemark;
- Application du principe de l'intégration de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes – projet pilote hongrois. La Pologne est partenaire de

ce projet, réalisé conjointement avec la Hongrie (coordonnatrice), l'Autriche et l'Estonie;

- « Hommes au travail – réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes » – la Pologne est partenaire de ce projet, réalisé conjointement avec son promoteur, le Danemark.

B. Programme communautaire de lutte contre la discrimination 2001-2006

Développer la tolérance de la diversité – projets réalisés de façon indépendante

Le rôle des procureurs consiste à appliquer efficacement une politique de lutte contre la discrimination – comme ci-dessus.

Euroégalité – promouvoir la création d'organismes de lutte contre la discrimination – programme réalisé conjointement avec l'Espagne (coordonnatrice), la Belgique, la Finlande, l'Irlande et la Bulgarie.

III. Projets dans le cadre du programme opérationnel sectoriel des ressources humaines (action 1.6, intégration et réintégration des femmes)

- Évaluation sous de multiples aspects de la situation des femmes sur le marché du travail;
- Mesures destinées à assurer une meilleure application des dispositions antidiscrimination du droit du travail.

IV. Projets dans le cadre du programme de l'Initiative communautaire EQUAL

- Cercle de la vie rom;
- Index par sexe.

On peut citer comme exemple d'un projet réalisé avec la Représentante spéciale dans le cadre du fonds du projet PHARE 2002 préalable à l'adhésion à l'UE le renforcement des politiques promouvant l'égalité de traitement des femmes et des hommes. Les tâches suivantes ont été exécutées dans le cadre de ce projet :

- Des relations de coopération ont été établies avec la plupart des services officiels, qui ont désigné des interlocuteurs chargés de la coopération lors de la réalisation des projets;
- Les personnes susmentionnées et d'autres, représentant la Représentante spéciale, ont participé à une visite d'étude au Danemark, pendant laquelle elles se sont familiarisées avec les solutions institutionnelles et législatives concernant l'application des politiques promouvant l'égalité des femmes et des hommes au Danemark.;
- En coopération avec les services officiels, il a été entrepris une analyse des possibilités d'application des politiques au niveau central, régional et local, en coopération avec des ONG – un rapport sur cette question a été établi en avril 2004;
- En novembre et décembre 2003 deux sessions de formation ont été organisées à l'intention des ONG, syndicats, organismes d'employeurs, juristes et Inspection nationale du travail, en vue de mettre au courant de la législation de l'UE les organes qui influent sur la mise en œuvre effective des politiques promouvant l'égalité des femmes et des hommes à cet égard. Des représentants

de la Diète et de la Représentante spéciale ont participé à ces séances de formation;

- La réalisation d'une base nationale de données des organismes appliquant les politiques promouvant l'égalité entre les femmes et les hommes a été entreprise;
- On a commencé d'établir un rapport sur la mesure dans laquelle l'administration polonaise est prête à appliquer les politiques promouvant l'égalité entre les femmes et les hommes;
- Il a été publié une brochure décrivant les tâches des interlocuteurs, c'est-à-dire des personnes des services officiels chargées d'appliquer les politiques promouvant l'égalité entre les femmes et les hommes;
- Des experts de l'UE ont rédigé une brochure sur les règles juridiques européennes et polonaises relatives à l'égalité de traitement des femmes et des hommes;
- Le conseiller recruté à long terme pour la période précédant l'adhésion a rédigé un manuel à l'intention de l'administration centrale polonaise, des députés et des sénateurs au sujet de l'intégration d'un souci d'égalité entre les sexes;
- Des experts de l'UE ont publié deux éditions d'un bulletin d'information concernant les activités actuelles de la Représentante spéciale;
- L'élaboration d'un concept de système national de surveillance de l'égalité de traitement des femmes et des hommes, fondé sur des données statistiques, a été entreprise; un groupe d'experts a formulé des critères pour ce système, qui fonctionne actuellement et est établi dans le cadre du FSE (Fonds social européen);
- Des critères ont été formulés pour les campagnes de sensibilisation réalisées dans le cadre du contrat d'aide des experts Czas na równe traktowanie (Temps pour l'égalité de traitement), Tata na topie (Papa au sommet), Teraz wieś! (Le village aujourd'hui!).

D'autres activités ont été financées par la Représentante spéciale à partir de son propre budget, en vue de lutter contre les stéréotypes sexospécifiques et de donner aux femmes des chances égales, notamment l'organisation de séminaires et de conférences, la publication de documents et un appui aux ONG dans le cadre de concours.

Exemples de publications :

Conférence et publication : *Co to jest parytet?* (Qu'est ce que la parité?) 2002

Conférence et publication : *Kodeks pracy szansą dla kobiet* (Le Code du travail, une chance pour les femmes) 2002

Conférence et publication : *Prawa mniejszości seksualnych – prawami człowieka* (Les droits des minorités sexuelles sont des droits de l'homme) 2003

Conférence et publication : *Międzynarodowe standardy zdrowia i praw reprodukcyjnych oraz seksualnych a ich realizacja w Polsce* 2003 (Normes internationales de santé et de droits en matière de reproduction et de sexualité et leur mise en œuvre en Pologne)

Conférence et publication : *In vitro w XXI wieku i zagrożenia* 2003 (Fécondation in vitro au XXI^e siècle – espoirs et risques)

Conférence et publication : *Prawne gwarancje równości kobiet i mężczyzn w Polsce* 2004 (Garanties juridiques de l'égalité entre les femmes et les hommes en Pologne)

Konferencja : *Molestowanie seksualne – nie musisz się zgadzać* (Le harcèlement sexuel – vous ne devez pas l'accepter)

Concours pour la rédaction d'un manuel promouvant le principe d'égalité et de tolérance 2005

Conférence et publication : *Równość i tolerancja w podręcznikach szkolnych* (Égalité et tolérance dans les manuels scolaires) – deux éditions en 2003 et 2005. Cette conférence portait sur l'examen des normes en matière d'enseignement et des critères d'évaluation des programmes et des manuels et elle devait annoncer les résultats du concours.

Conférence et publication : *Zdrowie reprodukcyjne kobiet* 2005 (Santé génésique des femmes)

Conférence : *Rynki pracy przyjazne dla wszystkich* (Marché du travail respectueux de tous) et *Skok na kasę* (Retrait massif de dépôts) publication 2005

Conférence : *Świadczenia rodzinne. Kto za to płaci?* (Allocations familiales – qui les paie?) 2005

Les femmes et la pauvreté

10. *Les rapports font à plusieurs reprises référence à l'augmentation des taux de la pauvreté et à la détérioration des conditions de vie résultant de la transformation économique. Veuillez fournir des données actuelles, ventilées par sexe, et indiquez des tendances concernant le pourcentage de la population polonaise vivant dans la pauvreté dans les zones urbaines et rurales et le nombre de femmes chefs de famille vivant dans la pauvreté.*

D'après les derniers chiffres disponibles communiqués par l'Office central statistique pour 2003 et 2004, le pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté dans les zones rurales était de 17 % en 2003 et de 18,5 % en 2004. Le pourcentage de femmes seules menacées par la pauvreté était de 1,7 % en 2003 et de 2 % en 2004. Le pourcentage de parents seuls menacés par la pauvreté, avec des enfants à élever, était de 12,3 % en 2003 et de 15,2 % en 2004.

Le Bureau central de statistique ne dispose d'aucune donnée concernant les femmes chefs de famille vivant dans la pauvreté.

11. *Il est indiqué dans le paragraphe 266 du rapport unique valant quatrième et cinquième rapports périodiques qu'en 1999, la pauvreté était particulièrement alarmante dans les zones rurales, 12 % des ménages des zones rurales vivant au dessous du seuil de pauvreté, par rapport à 3,7 % des ménages urbains. Étant donné que les femmes sont plus vulnérables face au chômage que les hommes (CEDAW/C/POL/4 et 5, par. 15 et CEDAW/C/POL/6, par. 4) et qu'elles perçoivent*

des retraites inférieures, veuillez décrire les politiques appliquées et les mesures prises pour améliorer la situation sociale des femmes vivant dans les zones rurales, en particulier des femmes âgées, et leur effet.

Les programmes opérationnels réalisés par le Ministère de l'agriculture et du développement rural ont des incidences directes sur l'amélioration des conditions de vie des femmes dans les zones rurales, en particulier des femmes âgées.

L'un des principaux facteurs influant sur les conditions de vie est le chômage. Le chômage dans les zones rurales (on estime qu'environ 1,6 million de personnes sont des chômeurs enregistrés ou non) et les possibilités de travail restreintes dans les zones rurales sont les problèmes les plus importants et les plus difficiles à résoudre. Par conséquent, la lutte contre le chômage rural, facilitant l'accès au marché du travail et créant des emplois dans le secteur non agricole, est l'un des défis les plus importants pour la politique économique.

On constate un chômage particulièrement élevé dans les zones où prédominaient les exploitations d'État (ex-fermes d'État). Le chômage dans certains powiats de la voïvodie de Poméranie occidentale (Lobez 41,8 % et Białogard 35,4 % à la fin de 2005) est plus de deux fois supérieur à la moyenne nationale de 17,6 %.

Le Ministère de l'agriculture ne dispose d'aucun instrument pour lutter contre l'un des principaux problèmes de l'agriculture et des zones agricoles polonaises, le chômage déclaré et non déclaré. Les mesures appliquées dans le cadre des programmes opérationnels traitent indirectement de ce problème, en encourageant la scolarisation, la vulgarisation agricole et des activités agricoles et para-agricoles pour diversifier les activités et garantir des sources de revenu de remplacement, un renouveau rural et la conservation de l'héritage culturel. Ce soutien devrait permettre d'étendre les activités agricoles dans d'autres domaines, comme les services à petite échelle, l'agrotourisme, l'amélioration du niveau des qualifications des agriculteurs et autres personnes employées dans l'agriculture ou la foresterie, l'utilisation par les agriculteurs de l'aide disponible au titre de la politique agricole commune, un meilleur accès aux connaissances et à l'information et l'encouragement de l'activité économique et des attitudes favorables au développement dans la population rurale.

D'autres programmes mis en œuvre dans l'intérêt de la population rurale, y compris les femmes, sont coordonnés par d'autres services officiels dans le cadre de leurs compétences. On peut citer notamment le programme post accession d'aide aux zones rurales, préparé par le Ministère du travail et de la politique sociale. Ce programme aidera les gminas (communes) rurales et rurales-urbaines les plus faibles et les plus pauvres à appliquer leur politique sociale et portera sur 500 des gminas les plus pauvres en Pologne orientale. Le plus important élément du projet est le programme d'intégration sociale, qui porte essentiellement sur la lutte contre l'exclusion sociale et sur les ressources sociales. Il aidera à rationaliser les dépenses consacrées à l'aide sociale et à améliorer l'utilisation des fonds structurels. Des stratégies locales d'intégration sociale seront créées et appliquées, ce qui permettra de résoudre les problèmes sociaux les plus urgents. Ce programme devrait inciter les collectivités locales et les ONG à participer activement à la recherche de solutions aux problèmes sociaux. Il offre la possibilité de financer des projets à l'intention de trois types de bénéficiaires : personnes âgées, enfants et jeunes et familles avec enfants.

L'aide aux personnes âgées, y compris les femmes âgées englobe divers types de services de soins, services de soins communautaires aux personnes âgées, services auxiliaires qui facilitent la vie de tous les jours (accès à l'information, services de restauration, transports, services de formation prévus par la loi), élaboration de formes provisoires d'aide aux chefs de famille, hébergement indépendant de longue durée et appui à diverses formes d'initiatives individuelles.

L'aide aux enfants et aux jeunes comprend, notamment : l'extension du réseau de centres communautaires de récréation ouverts à tous les enfants, la création de clubs pour la jeunesse avec des programmes répondant aux besoins des adolescents, basés sur le principe de l'autonomie et de l'auto-organisation avec l'aide d'un tuteur, des cybercafés, des centres offrant des conseils et un soutien en cas d'urgence et renseignant sur les possibilités d'emploi, et la fourniture de soins familiaux de remplacement pour les enfants et les adolescents lorsque leurs parents ne s'acquittent pas correctement de leurs responsabilités.

L'aide aux familles avec enfants englobe des conseils juridiques, sociaux, familiaux, psychologiques et éducatifs, des soins institutionnels pour les enfants d'âge scolaire et les jeunes enfants, et des jardins d'enfants et garderies à caractère familial.

Violence à l'égard des femmes

12. *Le Rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences a indiqué qu'il n'existait pas en Pologne de législation globale concernant la violence familiale (E/C.4/2003/75/Add.1, par. 2036). Il est indiqué dans le paragraphe 65 du sixième rapport périodique que « le Gouvernement prévoyait en 2004 d'incorporer, dans le droit polonais, des dispositions qui prévoient l'expulsion des auteurs de violences et qui leur interdisaient de s'approcher des victimes ou témoins de violence ». Veuillez fournir des informations sur les progrès accomplis en ce qui concerne l'élaboration des dispositions législatives et d'autres mesures destinées à protéger les femmes, notamment contre la violence familiale.*

En 2005, la loi du 29 juillet 2005 sur la lutte contre la violence familiale est entrée en vigueur. Elle vise à lutter contre la violence familiale en entreprenant et en soutenant des activités destinées à sensibiliser le public en ce qui concerne les causes et les effets de la violence familiale, ce qui permet de mieux comprendre ce phénomène, et montre la grande importance que le Gouvernement polonais accorde à ces mesures.

La loi énonce les principes essentiels suivants :

- Importance accordée au fait que la violence familiale est un crime;
- Responsabilité de l'État pour prévenir les actes de violence familiale et punir leurs auteurs;
- Responsabilité de l'auteur de tels actes;
- Droit des victimes à la sécurité.

Aux termes de cette loi, la violence familiale consiste en un acte de violence délibéré, unique ou répété, ou un acte de négligence perpétré en violation de la loi ou des droits moraux des membres de la famille, surtout s'il les expose à des risques

de blessures ou de mort ou s'il viole leur liberté personnelle et leur dignité, notamment leur dignité sexuelle, ou s'il porte atteinte à leur santé physique ou psychologique, ou s'il est cause de souffrances ou d'un dommage moral (art. 2 de la loi).

La loi souligne que les organes administratifs de l'État et des collectivités territoriales autonomes doivent prendre des mesures pour prévenir la violence familiale et entreprendre et inspirer des initiatives pour sensibiliser davantage l'opinion publique aux causes et aux conséquences de la violence familiale.

La loi impose des obligations spécifiques aux personnes qui, du fait de leur profession ou des contacts qu'elles entretiennent avec la population, sont en mesure de signaler les cas de violence domestique, en particulier de mauvais traitements. Cette dernière infraction est punie par une procédure d'office, mais de nombreux cas de mauvais traitements ne sont jamais révélés et, compte tenu de l'absence de réaction, les victimes continuent de faire l'objet de violences. En conséquence, lorsque les personnes susmentionnées sont informées d'une infraction assortie de violence familiale, elles doivent aussitôt en informer la police ou le bureau du procureur.

La loi énumère les mesures à prendre concernant la lutte contre la violence familiale, le traitement des victimes et les dispositions applicables aux auteurs d'actes de violence familiale. Les points les plus importants concernent les dispositions visant à protéger les victimes en réduisant la liberté des auteurs de violence et en offrant aux victimes une thérapie.

En vertu de cette loi, des changements appropriés ont été apportés au Code pénal (désigné ci-après par le sigle « CP »). Aux termes du nouveau libellé de l'alinéa 6 du premier paragraphe de l'article 72 CP, lorsqu'un tribunal prononce une sentence de libération conditionnelle, il peut ordonner au délinquant de se soumettre à un traitement visant à lui faire abandonner son comportement habituel et assurer sa réinsertion, et aussi de suivre une thérapie et de participer à des programmes correctifs et éducatifs. Il peut aussi ordonner au délinquant de ne pas entrer en rapport sous une forme donnée avec ses victimes ou d'autres personnes et/ou de quitter le domicile qu'il partageait avec la victime (par. 7a et 7b de l'article 72 CP). Le tribunal peut aussi imposer les mesures ci-dessus même si la procédure a été arrêtée. De plus, si au vu de circonstances le tribunal doit prendre une mesure de détention provisoire à l'égard du délinquant auteur de violence familiale, il peut remplacer cette détention par une surveillance policière si le délinquant/suspect quitte le logement partagé avec la victime dans les délais fixés par le tribunal et fait connaître son lieu de résidence. S'il quitte le domicile, une des dispositions limitant sa liberté pour exercer une surveillance pourra consister en une certaine limitation de ses contacts avec la victime.

Autres mesures de protection des femmes, y compris les victimes de violence familiale :

a) Des dispositions sont prises pour surveiller le nombre et le type d'affaires comportant une discrimination ou un harcèlement. En application de la directive du Ministère de la justice du 12 décembre 2003 sur l'organisation et le champ d'action des secrétariats de tribunaux et des autres subdivisions de l'administration judiciaire, à compter du 1^{er} janvier 2004 on applique à certaines catégories d'affaires concernant le droit du travail des symboles distincts pour les

hommes et les femmes. On applique des symboles différents aux les affaires impliquant un préjudice pour atteinte à l'égalité de traitement des femmes et des hommes et aux affaires de préjudice résultant de violences sexuelles ou aux affaires concernant en général la discrimination en matière d'emploi;

b) Depuis février 2004, un programme pilote mis en œuvre dans un des arrondissements de Varsovie concerne les victimes de délits ou de crimes commis avec violence. Dans le cadre de ce programme, il a été proposé un mode opératoire applicable aux cas de violence familiale et des propositions concernant les contacts d'une personne violée avec la police, le procureur, le curateur, le médecin et d'autres institutions. Elles visent à assurer une protection appropriée aux victimes de violence familiale d'une part, et d'autre part elles permettent de rassembler des éléments de preuve fiables sous une autre forme que les déclarations des victimes. Elles prévoient que la victime doit recevoir un soutien psychologique s'il ou si elle le souhaite, ou au moins être renseignée au sujet des institutions offrant des conseils et qui sont les plus proches de leur domicile. Dans chaque cas, l'autorité judiciaire doit examiner si une mesure préventive doit être appliquée ou s'il faut au moins demander au tribunal de prendre une mesure de détention temporaire ou de surveillance policière à l'égard de l'auteur de l'infraction, et lui interdire de s'approcher de la victime ou de prendre contact avec elle d'une façon quelconque. Concernant les principes proposés de conduite à l'égard d'une personne violée, il est recommandé que dans ses rapports avec la police, le procureur, le curateur, le médecin et d'autres institutions, la victime ne soit examinée que par un personnel suffisamment qualifié et que les questions soient posées par le procureur pour éviter une répétition inutile des déclarations, dans des conditions qui garantissent le respect de la dignité, de l'intimité et de la vie privée;

c) Depuis juin 2006, le Ministère de la justice comprend une équipe chargée de formuler un programme national d'aide aux victimes de crimes. Cette équipe prépare un code de bonne conduite à l'égard des victimes de crimes et a entrepris de mettre en place un réseau national en vue de les aider. Ce travail devrait déboucher sur l'institution d'un gardien pour la victime – une personne qui l'aidera pendant toute la procédure pénale, en particulier lorsqu'il s'agit de victimes sans défense (y compris les femmes victimes de violence familiale).

13. *Dans son rapport (E/CN.4/2003/75/Add.1), le Rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences a indiqué que les habitants des zones rurales en particulier n'avaient pas suffisamment accès aux procédures juridiques. Veuillez décrire les mesures concrètes prises pour encourager les femmes à signaler des cas de violence et faciliter leur accès aux procédures juridiques, en particulier dans les zones rurales, et l'effet de ces mesures.*

Le Ministère de l'intérieur et de l'administration ne dispose pas actuellement de données chiffrées pour illustrer la différence entre les femmes victimes de violence familiale en zone rurale et en zone urbaine. Cependant, si l'on se réfère aux statistiques générales de la criminalité en Pologne ces dernières années, on constate que les infractions au titre de l'article 207 du Code pénal (mauvais traitement physique ou psychologique d'un parent) ont été plus nombreuses dans les villes qu'en zone rurale. Par exemple, au premier semestre de 2006, sur un total de 11 916 délits au titre de l'article 207 CP, 7 826 ont été commis en zone urbaine. Pendant la

même période en 2005, on a relevé un total de 10 895 délits au titre de l'article 207, dont 7 117 commis dans des villes.

Explications relatives au tableau suivant :

Article 207 CP : « Toute personne qui maltraite mentalement ou physiquement une personne proche ou dépendante à titre permanent ou temporaire, un mineur, ou une personne vulnérable du fait de son état mental ou physique, sera punie d'une peine privative de liberté de trois mois à cinq ans »	2003	2004	2005
Nombre de cas signalés au titre de l'article 207 CP	23 388	22 610	22 652
Dont : délits commis dans des agglomérations urbaines	14 991	14 258	14 488

Comme il a déjà été indiqué en réponse à la question précédente, la police polonaise applique dans la lutte contre la violence familiale une procédure dite de la « carte bleue ». Cette procédure s'applique aux femmes victimes de violence aussi bien en zone rurale qu'en ville. La police l'utilise pour transmettre des informations aux institutions et organisations compétentes sur les personnes ayant besoin d'aide dans le cadre du système d'aide locale.

La violence est fréquemment causée par l'abus d'alcool. C'est pourquoi on avertit la commission des problèmes d'alcoolisme du gmina lorsque l'auteur d'actes de violence est sous l'influence de l'alcool. Les statistiques montrent que la police transmet un maximum d'informations à ce type d'institution.

La tâche des agents de police traitant de cas de violence familiale envers des femmes dans les zones rurales et les petites villes peut être rendue difficile car la tolérance y est encore élevée à l'égard de ces délits et que l'on y constate un sentiment de honte et un moindre degré d'anonymat. La plupart des interventions à domicile provoquées par des cas de violence familiale se produisent le soir ou la nuit. Cela peut être dû au fait que l'homme rentre à la maison en état d'ébriété ou que des conflits ont surgi avec la famille ou les amis du fait de la consommation d'alcool. La personne demandant l'intervention de la police est en général une femme, la victime. La plupart des interventions sont ponctuelles, mais dans certains cas la police se rend dans certaines familles plusieurs fois par semaine.

De plus, il arrive aussi que les victimes de violence familiale ne veuillent plus coopérer avec la police même après son intervention. Cela tient à différentes raisons; les victimes ne veulent pas participer à une procédure devant un tribunal ou retirent entièrement leur plainte. Dans ces cas, il est difficile de mener une procédure pénale contre l'auteur de violence parce qu'on ne dispose pas de preuves telles qu'un certificat de médecin ou des déclarations qui pourraient indiquer qu'un délit a été commis.

Dans la plupart des cas de violence familiale, la police est la première avertie et elle peut donc faire intervenir d'autres institutions que les organismes d'assistance. Souvent elle est à l'origine d'initiatives, mais elle prend aussi elle-même de nombreuses mesures, par exemple :

- Elle participe au travail d'équipes interdisciplinaires chargées de résoudre des problèmes particuliers. Pendant les réunions, les membres de ces équipes examinent les cas de violence familiale, de négligence des parents et d'autres problèmes familiaux et essaient de trouver des solutions efficaces. Les équipes sont composées de travailleurs sociaux, de psychologues, de curateurs, de juges, de procureurs et d'agents de police;
- La police participe activement à la création de systèmes locaux d'aide aux victimes de violence familiale. Dans les powiats, il est créé pour les victimes de violence des centres de consultation où l'on rencontre non seulement des thérapeutes, des experts juridiques et des travailleurs sociaux, mais aussi des agents de la police. Ils peuvent renseigner sur les formes d'aide existantes, les possibilités d'action et de soutien psychologique, thérapeutique et social;
- La police prend des mesures de prévention et d'assistance rendant son intervention plus efficace vis-à-vis de la violence familiale, en se faisant accompagner de psychologues lors des interventions à domicile. Ces interventions conjointes offrent à la victime un meilleur soutien psychologique et permet à la police d'agir plus efficacement à l'égard des auteurs de violence;
- La police participe au travail des équipes compétentes en matière de violence familiale et d'enfants maltraités. Ces équipes offrent l'assistance gratuite de spécialistes de permanence en matière de psychologie, psychothérapie, pédagogie, traitement de l'abus des drogues et de l'abus d'alcool, médiation, droit et prévention des actes criminels;
- Si nécessaire, la police se rend à domicile, là où se sont produits des actes de violence, avec des travailleurs sociaux et les commissions des problèmes d'alcoolisme des gminas;
- Des sessions de formation concernant la violence familiale et l'utilisation de la procédure de la « carte bleue » sont organisées à l'intention des patrouilles de police, des agents de quartier et des agents de service. Elles sont assurées par le coordonnateur de la voïvodie chargé de la procédure « carte bleue », en coopération avec des psychologues, des thérapeutes, des procureurs et des institutions et organisations qui fournissent une aide aux victimes de violence;
- La police s'efforce de créer dans tout le pays des « chambres bleues » convenablement équipées et utiliser pour interroger les enfants et les victimes d'âge varié. Il existe de telles chambres dans chaque voïvodie. Plus de 200 « chambres bleues » ont été aménagées dans tout le pays ces dernières années et il en est ouvert régulièrement de nouvelles;
- Avec des représentants des commissions, la police contribue à résoudre les difficultés des personnes qui consomment de l'alcool en quantité excessive et elle examine les cas de violence familiale qui en résultent;
- La police coopère constamment avec les curateurs désignés par les tribunaux, les enseignants, les autorités locales autonomes, les travailleurs sociaux et d'autres entités, pour formuler des stratégies locales de lutte contre la violence familiale, elle organise des séminaires, des sessions de formation, des ateliers et des conférences visant à prévenir la violence familiale et elle diffuse des informations à l'occasion des événements festifs;

- La police coopère avec d'autres entités pour lancer dans les médias des campagnes, généralement à caractère éducatif ou informatif, à l'intention de divers publics, ce qui les sensibilise à la violence et leur en fait prendre conscience.

14. *Il est indiqué dans le paragraphe 109 du rapport unique valant quatrième et cinquième rapports périodiques que sur les 120 centres d'accueil pour les mères seules, les sans-logis, les femmes et les enfants, seuls huit proposaient aux victimes de violence familiale une aide spécialisée. Il est également indiqué dans le même paragraphe que sur les 49 provinces que compte le pays, seules 33 avaient des centres ouverts aux femmes et aux enfants qui fuyaient la violence d'un mari ou d'un père. Y a-t-il davantage de centres d'accueil et les services offerts aux victimes de la violence familiale ont-ils été améliorés?*

Une nouvelle subdivision administrative a été créée en Pologne le 1^{er} janvier 1999. La Pologne est maintenant subdivisée en 16 provinces, ou voïvodies, elles-mêmes subdivisées en powiats et gminas.

Depuis le 1^{er} mai 2004, il existe des centres d'intervention d'urgence ayant le statut de centres d'aide sociale indépendants gérés par les powiats.

Sur la base de la loi sur l'aide sociale du 12 mars 2004, le Ministre de la politique sociale a publié le 8 mars 2005 une directive concernant la question des foyers pouvant accueillir les personnes ayant de petits enfants à charge et les femmes enceintes, et qui définit les normes des services essentiels à assurer par ces institutions. Cette directive prévoit non seulement d'assurer des conditions de vie dignes sous la forme de chambres séparées et d'installations communes pour les mères avec enfants, de chambres pour femmes enceintes, de salles de bain utilisables par les adultes et par les enfants, de cuisines, de laveries, de séchoirs et de soins de santé, mais elle vise aussi à satisfaire leurs besoins intellectuels et spirituels par un traitement individualisé, la prise en compte des besoins des résidents, un soutien pour les rendre autonomes et la prévention de l'isolement social.

L'hébergement dans ces foyers peut être demandé par des femmes enceintes ou des femmes et des hommes accompagnés de petits enfants et qui ont été victimes d'actes de violence ou qui traversent une situation de crise. Si leur santé ou leur sécurité se trouve en danger, ces personnes peuvent y être accueillies sans demande de transfert.

Lorsqu'elles quittent le foyer, elles peuvent continuer de compter sur le soutien des centres d'aide aux familles des powiats sous les formes suivantes :

- Aide financière pour rendre la personne autonome;
- Aide financière pour l'éducation;
- Logement approprié;
- Aide matérielle;
- Aide pour trouver un emploi;
- Travail social.

En Pologne, on comptait en 2005 trois foyers pour mères et jeunes enfants et pour femmes enceintes, couvrant les différents gminas, financés par les budgets

d'aide sociale des powiats et offrant 77 places, utilisées par 81 personnes pendant toute l'année. Il y avait deux foyers publics et six foyers privés de plus qu'en 2004. Seulement 46 personnes y ont eu recours en 2004, mais ce chiffre est passé à 428 en 2005, soit neuf fois plus.

L'aide sociale inclut aussi des interventions en faveur des personnes et des familles victimes d'actes de violence, en vue d'éviter une aggravation de leur situation. En cas d'urgence, un foyer est disponible ainsi que l'aide d'un spécialiste 24 heures sur 24. On comptait au total 183 centres d'urgence en 2005. La gestion des foyers ayant été confiée aux powiats, ceux-ci ont en 2005 assuré le service de 108 centres d'urgence, dans lesquels 33 006 personnes ont reçu une assistance. Des institutions privées ont assuré le fonctionnement de trente et un centres de ce type, qui ont accueilli 9 376 personnes. Ainsi, en 2005, 42 382 personnes ont obtenu de l'aide dans les foyers des powiats, et 15 533 dans des centres des gminas, soit au total 57 915 personnes.

Pour améliorer les services offerts aux victimes de violence familiale, la Diète de la République de Pologne a adopté le 29 juillet 2005 la loi sur la lutte contre la violence familiale. La plupart de ses dispositions sont entrées en vigueur le 21 novembre 2005, mais les dispositions relatives au financement des activités s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2006. La loi assure aux victimes une meilleure protection contre les actes de violence. Elle définit les tâches à accomplir pour faire cesser la violence familiale et les règles de conduite à tenir à l'égard des victimes et des auteurs d'actes de violence familiale.

En vertu du paragraphe 3 de l'article 3 de cette loi, des dispositions sont prises en vue d'aider les victimes de violence familiale, et surtout de les protéger contre des actes de violence répétés, en empêchant les auteurs d'actes de violence de partager les mêmes locaux que leurs victimes et en leur interdisant d'entrer en relation avec elles.

Traite et exploitation de la prostitution

15. *Le Rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences, a indiqué que le nombre de femmes faisant l'objet d'une traite à l'extérieur de la Pologne chaque année était estimé à 10 000 (E/CN.4/2003/75/Add.1, par. 2044). D'après les informations fournies au paragraphe 84 du sixième rapport périodique, le Plan d'action national pour la prévention et l'élimination de la traite des êtres humains adopté en 2003 paraît être axé sur les activités relatives à l'élimination de la traite et sur l'amélioration des services destinés aux victimes. Veuillez donner des précisions sur les activités menées par le Gouvernement, notamment en matière de sensibilisation du public, pour empêcher la traite.*

La Pologne a ratifié une série d'accords internationaux qui réglementent la lutte contre toutes les formes de prostitution liées à une violation des droits des femmes. Le 15 novembre 2000, la Pologne a adhéré à la Convention internationale des Nations Unies contre le crime organisé transnational, et à ses protocoles additionnels : le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir le trafic des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et le Protocole contre l'introduction clandestine de migrants par terre, mer et air.

De plus, la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains a été adoptée à Varsovie le 16 mai 2005 (des travaux préparatoires sont en cours en vue de la ratifier). Cette convention a pour objet de prévenir et de combattre la traite des êtres humains en garantissant l'égalité entre les sexes et en protégeant les droits des victimes de la traite; de créer un programme cadre détaillé et complet pour protéger et aider les victimes et les témoins, tout en garantissant l'égalité entre les femmes et les hommes, et d'assurer l'efficacité des enquêtes et des poursuites. Le principe de non-discrimination a aussi été exprimé dans l'article 3, qui déclare que la mise en œuvre des dispositions de cette Convention par les parties, en particulier l'application de mesures pour protéger et promouvoir les droits des victimes, doit être assurée sans discrimination fondée sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques et autres, l'origine nationale ou sociale, l'association à une minorité nationale, la propriété, la naissance ou un autre statut.

La Pologne a aussi conclu une série d'accords bilatéraux dans le cadre de la coopération en matière de lutte, de prévention et d'action pénale visant le crime organisé et d'autres formes de criminalité, en particulier la traite des êtres humains et les violences sexuelles dont ils sont victimes.

La Pologne a achevé la réalisation du Programme de coopération de 2001 entre les Gouvernements de la République de Pologne et la République tchèque, d'une part, et le Bureau pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, d'autre part, intitulé « Réaction pénale à la traite des êtres humains dans la République tchèque et en Pologne ». L'expérience acquise pendant l'exécution de ce plan a servi à formuler le Plan d'action national pour la prévention et l'élimination de la traite des êtres humains, adopté par le Conseil des ministres le 16 septembre 2003. Le Plan d'action national pour la prévention et l'élimination de la traite des êtres humains s'est achevé en décembre 2004 avec l'adoption d'un rapport sur sa mise en œuvre.

Le 5 mars 2004, le Président du Conseil des ministres a désigné une équipe chargée de la lutte contre la traite des êtres humains et de sa prévention, présidée par un sous secrétaire d'État au Ministère de l'intérieur et de l'administration.

Suite aux travaux de cette équipe, le Plan d'action national pour la prévention et l'élimination de la traite des êtres humains pour 2005-2006 a été formulé.

Dans le cadre du Plan d'action national pour la prévention et l'élimination de la traite des êtres humains pour 2005-2006, un programme de soutien et de protection pour les victimes de la traite des êtres humains a été lancé. Il est mis en œuvre par la Ministère de l'intérieur et de l'administration et la fondation La Strada. Il se réfère directement à la loi portant amendement de la loi sur les étrangers, de la loi sur la protection des étrangers sur le territoire de la République de Pologne et de plusieurs autres lois. Ce programme offre une protection aux victimes de la traite des êtres humains (étrangers) détenteurs de permis de séjour, pour étudier la possibilité d'entreprendre une coopération avec les organes chargés de faire appliquer la loi, ou des permis de séjour de durée limitée, en liaison avec la décision d'entreprendre une coopération avec les organes chargés de faire appliquer la loi.

Pour fixer les règles applicables aux mesures prises par les organes chargés de faire appliquer la loi en cas d'infractions portant sur la traite des êtres humains, et en liaison avec l'application du programme ci-dessus, il a été distribué en février

2006 à la police et à l'unité des gardes-frontière un « algorithme définissant le comportement des agents de police en cas d'infractions portant sur la traite des êtres humains ».

La police polonaise coopère avec Europol dans la lutte contre la traite des êtres humains, y compris les femmes. Pour les États membres de l'UE, Europol a défini une stratégie de lutte contre la traite des êtres humains. De plus, les agents de police polonais appliquent les dispositions prises par le Conseil des États baltes et par l'équipe spéciale « Baltcom » pour le crime organisé dans la zone baltique.

De plus, le Ministère de l'intérieur et de l'administration et la police et l'unité des gardes-frontière coopèrent activement avec des ONG depuis des années. Cette coopération comporte un échange de données d'expérience, le partage de services d'experts et l'accumulation du savoir-faire acquis. La police et les gardes-frontière suivent aussi des cours organisés par des institutions du secteur III (les services).

Toute une série de projets concernant la traite des êtres humains sont mis en œuvre dans le cadre du Plan d'action national pour la prévention et l'élimination de la traite des êtres humains. Ils comprennent notamment :

- Le projet de formation intitulé « Traite des êtres humains – prévention et poursuites judiciaires », réalisé depuis décembre 2003 par le Centre de recherche sur les droits de l'homme et l'Institut de prévention sociale et de resocialisation de l'Université de Varsovie. Il vise à améliorer le mode de fonctionnement des institutions publiques pour prévenir, maîtriser et poursuivre en justice la traite des êtres humains. Les éléments essentiels du projet ont consisté en une série de sessions de formation;
- Projet de partenariat pour le développement : « IRIS – Intégration sociale et professionnelle des femmes victimes de la traite des êtres humains ».

Le partenariat IRIS pour le développement a pour objectif de :

- Faciliter l'emploi ou le réemploi des femmes qui ont été longtemps au chômage parce qu'elles ont été victimes de la traite des êtres humains (et qui sont donc particulièrement exposées à un risque de chômage de longue durée ou d'exclusion sociale);
- Établir un module d'intégration socioprofessionnelle à l'intention des femmes victimes de la traite des êtres humains;
- Sensibiliser davantage la société, et en particulier les groupes dits à risque, aux risques que représentent la traite des êtres humains, le travail forcé et les pratiques esclavagistes;
- Élaboration et mise en œuvre de modules de formation concernant la lutte contre la traite à l'intention des juges et des procureurs dans les pays membres de l'UE Ce projet est réalisé par le Centre international pour le développement de la politique de la migration en coopération avec le Ministère polonais de la justice et quatre institutions partenaires. Il a pour objet de formuler et présenter aux pays de l'UE un mode de formation à l'intention des juges et des procureurs concernant la lutte contre la traite des êtres humains, de mieux les renseigner sur les règles juridiques concernant la lutte contre la traite et de rendre plus efficace l'application de la loi par les juges et les procureurs;

- Combinaison de forces contre la traite – mise au point de modules de formation intereuropéens à l'intention des spécialistes des secteurs de la justice, de la police et des ONG participant à la lutte contre la traite des êtres humains.

Ce projet vise à formuler et confirmer des modules de formation professionnelle en vue d'améliorer la coopération et les communications au niveau national et international.

- Lutte contre le travail forcé en tant que conséquence de la traite des êtres humains projet réalisé dans le cadre du programme AGIS* de l'UE. En juillet 2005, le Ministère de l'intérieur et de l'administration et le Ministère du travail et de la politique sociale se sont associés pour réaliser ce projet. L'Organisation internationale du travail est l'organisme responsable de la mise en œuvre. Le projet comportera des enquêtes sur la situation en Pologne concernant la traite des êtres humains à des fins de travail forcé;
- Travaux approfondis de recherche visant à mieux comprendre l'aspect demande de la traite des êtres humains Ce projet vise à organiser et réaliser des enquêtes sur les services sexuels, en étudiant spécialement les caractéristiques et les motivations des personnes qui ont recours à ces services;
- Sensibilisation des autorités judiciaires à la traite des êtres humains Ce projet vise à mieux renseigner et sensibiliser les juges et les procureurs concernant la traite des êtres humains, en examinant spécialement la situation des victimes pendant les enquêtes, la préparation de l'instance et pendant l'instance proprement dite.

16. *Le Rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences, s'est déclaré préoccupé par la prise en charge des prostituées immigrées illégales en invoquant des pratiques d'expulsion et le fait que la police ne sache pas que les prostituées immigrées illégales peuvent être des victimes de la traite. Veuillez décrire les améliorations apportées dans la prise en charge des prostituées immigrées illégales et toute activité de formation destinée à la police en la matière.*

Une modification très importante a été apportée à la législation polonaise relative à la lutte contre la traite des êtres humains avec l'adoption le 22 avril 2005 de la loi portant amendement de la loi sur les étrangers, de la loi sur la protection des étrangers sur le territoire de la République de Pologne et de plusieurs autres lois. Les paragraphes 13 et 19 de l'article premier de la loi ci-dessus permettent de délivrer des permis de séjour aux étrangers (victimes de la traite des êtres humains) afin de vérifier s'il y a lieu d'entreprendre une coopération avec les organes chargés de faire appliquer la loi, ou des permis de séjour de durée limitée, en liaison avec la décision d'entreprendre une coopération avec les organes chargés de faire appliquer la loi.

Un permis de séjour temporaire peut être accordé pour une période de six mois à un étranger victime de la traite des êtres humains au sens de la décision-cadre du 19 juillet 2002 sur la lutte contre la traite des êtres humains, séjournant sur le territoire de la République de Pologne, qui a entrepris de coopérer avec une autorité

* AGIS – Programme cadre sur la coopération policière et judiciaire en matière pénale.

compétente pour enquêter sur des cas de traite des êtres humains et qui a rompu tout contact avec des personnes suspectes d'avoir commis des délits liés à la traite des êtres humains, avec la possibilité de demander un nouveau permis de ce type, les conditions appropriées étant réunies. Pour pouvoir obtenir ce permis, l'étranger doit posséder une source de revenu suffisante pour couvrir ses frais de subsistance et d'assurance médicale ou son séjour autorisé sur le territoire de la République de Pologne.

Ce programme prend en charge :

- Le coût des documents de voyage;
- Le coût du voyage dans des conditions de sécurité vers le pays d'origine;
- Les coûts de transport en Pologne;
- L'hébergement;
- Les repas,
- Les soins médicaux et psychologiques et l'assistance judiciaire.

17. Les rapports indiquent que des progrès, bien que lents, ont été accomplis en ce qui concerne la participation pleine et sur un pied d'égalité des femmes à la vie publique et à la prise de décisions. Veuillez décrire les activités menées par le Gouvernement pour améliorer la participation des femmes à la prise de décisions, en particulier aux niveaux national et local, en ce qui concerne l'application de mesures temporaires spéciales conformément au paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention et à la recommandation générale 25 du Comité.

Dans la deuxième phase du Plan d'action national de 2003-2005 en faveur de la femme, adopté par le Conseil des ministres, l'un des chapitres est consacré entièrement à la participation des femmes à la vie publique et aux prises de décisions. Un rapport a été établi sur la réalisation du Programme et sur cette base il a été décidé que le gouvernement devrait renforcer la participation des femmes à la vie publique. Dans les organismes publics, des personnes ont été chargées de surveiller l'application du principe d'égalité entre les femmes et les hommes en ce qui concerne l'accès à des postes de direction dans l'administration publique. De plus, il a été créé un poste spécial au Ministère des affaires étrangères, dont le titulaire est chargé de surveiller le respect du principe de l'égalité entre les femmes et les hommes sur les listes de candidats à des postes dans des institutions et des organismes internationaux. Ce poste relève actuellement du Bureau du personnel du Ministère des affaires étrangères.

Aux termes de la loi sur la fonction publique, le chef des services de l'administration publique doit organiser à l'intention des fonctionnaires des cours de formation au niveau central, en faisant respecter l'égalité d'accès des femmes et des hommes à ces sessions de formation. Ainsi, les femmes peuvent se préparer à accéder à des postes supérieurs dans des organes de décision économique. Ce résultat pourra être assuré par une formation portant sur la préparation à l'exercice de l'autorité, les méthodes à suivre pour atteindre des objectifs, les styles de travail, les méthodes de gestion et d'auto-amélioration.

La question de la participation des femmes à la vie publique a aussi été évoquée dans toutes les mesures prises dans le cadre du programme PHARE 2002. Il convient d'accorder une attention particulière à la conférence organisée au Sénat

en juin 2004 à l'intention des hauts fonctionnaires, sénateurs et députés, dans le cadre de ce programme, où le thème principal a été celui d'une participation équilibrée des femmes et des hommes dans l'administration publique.

Par la suite le Gouvernement a organisé les conférences suivantes dans la perspective d'une participation accrue des femmes à la prise de décisions :

Une conférence intitulée *Czas na kobiety!* (« Le temps des femmes! » (juin 2005), a été organisée par l'Institut des affaires publiques et de la création d'entreprises, cofinancée par la Représentante spéciale du Gouvernement pour l'égalité de l'homme et de la femme. Elle visait à appeler l'attention du public sur la participation insuffisante des femmes à la vie publique, sociale et économique. Elle a débouché sur des recommandations concernant les mécanismes et les mesures susceptibles de renforcer la participation des femmes à la vie politique. Ces recommandations ont été communiquées aux organisations féminines, aux organes de l'administration publique, aux autorités des régions autonomes et aux responsables locaux.

Une conférence intitulée *Solidarność, aktywność, tradycja?* – o wyzwaniach politycznych kobiet (« Solidarité, activité, tradition? Difficultés rencontrées par les femmes dans la vie politique ») organisée par le Président du Conseil des ministres, a examiné le rôle des femmes dans la vie politique. Les participants ont tenté de répondre aux questions suivantes : Vaut-il la peine de s'engager en politique? Quels sont les avantages et les coûts de cet engagement? Les femmes constituent-elles un électorat politique uniforme? Quels intérêts, slogans, besoins et idées les femmes peuvent-elles regrouper en un ensemble cohérent? Les femmes doivent-elles voter pour des femmes (sexe plutôt que convictions) et quelle est actuellement leur conscience politique?

Pour accroître la part d'autorité des femmes, le Bureau de la Représentante spéciale du Gouvernement pour l'égalité de l'homme et de la femme a organisé un programme de formation à l'intention des femmes qui souhaitent se présenter aux élections parlementaires. Ce programme de formation a porté sur les qualités d'autoprésentation, le comportement devant la caméra et le travail avec la caméra. Il avait un caractère apolitique et ne concernait que les capacités requises pour exercer des fonctions de député ou de sénateur.

18. *D'après le rapport, les femmes hésitent souvent à créer leur entreprise en raison du manque de contacts nécessaires, d'esprit d'entreprise et de confiance en elles dû à leur éducation traditionnelle (CEDAW/C/POL.6, par. 210). Le Gouvernement a-t-il l'intention de mener une politique active pour encourager et faciliter l'esprit d'entreprise chez les femmes?*

Le rapport du Plan d'action national de 2004 en faveur de la femme a présenté les mesures prises par le Gouvernement en vue de créer les conditions requises pour aider davantage les femmes à créer leur entreprise. L'Agence polonaise pour le développement des entreprises (PARP), en tant qu'organisme d'État, a appuyé énergiquement les efforts du gouvernement visant à développer et à promouvoir l'esprit d'entreprise des femmes. Les centres d'information et de consultation de l'Agence ont fourni des informations sur les règles juridiques, la disponibilité de crédits et de prêts, la formation et les conseils concernant l'entreprise. Ces services ont été fournis à 429 femmes qui allaient bientôt créer leur propre entreprise ou qui représentaient des PME. Le nombre de clientes de ces centres d'information et de

consultation a atteint 12 268 dans toute la Pologne et 16 766 services d'information ont été fournis à 32 687 femmes au cours de l'exercice 2003-2004. Des représentants du PARP ont aussi participé à de nombreuses conférences visant à fournir des informations sur l'entreprise et les possibilités offertes sur le marché. Environ 15 000 personnes y ont assisté. Les conférences, sessions de formation et séminaires organisés par le PARP ont permis aux personnes intéressées de recevoir directement des informations sur les moyens de financement nationaux et étrangers disponibles pour financer des entreprises.

Dans le cadre des activités susmentionnées, la foire Twoje Pieniądze (« Ton argent ») a reçu 12 000 visiteurs. Le nombre des femmes qui l'ont visitée a augmenté par rapport aux années précédentes. Il s'agissait de femmes entrepreneurs, exerçant des fonctions de directrices de société et d'employées participant à des projets de société et à la mise en œuvre de programmes auxiliaires. Des femmes qui venaient de démarrer leur entreprise ont aussi participé à cette foire.

Les activités du PARP ont servi de base à la rédaction et la publication du Raport o stanie sektora małych i średnich przedsiębiorstw w Polsce w latach 2002-2003 (« Rapport sur les petites et moyennes entreprises en Pologne »). L'une des sections du rapport s'intitule Polityka adresowana do kobiet, młodzież (« Politique concernant les femmes, les adolescents »).

Un article intitulé Kobiście łatwiej wgrać! (« Il est plus facile pour une femme de gagner ») paru dans la presse féminine en 2004 a suscité beaucoup d'intérêt. Il présentait des propriétaires de petites entreprises qui avaient eu de bonnes idées pour en assurer le développement. Il donnait aussi des conseils sur la marche à suivre pour obtenir un financement de l'UE et contenait une interview intitulée Za pół tortu płaci Unia (« L'UE paie la moitié du gâteau »), encourageant les femmes à faire appel aux fonds d'assistance.

De même un document intitulé Skok na kasę – bank pomysłów, mikrofinansowanie, pieniądze z unii europejskiej (« Ruée sur la banque – banque d'idées, microfinancement, financement par l'Union européenne ») a été publié à cette fin par la Représentante spéciale du Gouvernement pour l'égalité de l'homme et de la femme. Les articles de cette publication fournissent de façon claire des indications précisant où et comment obtenir un financement pour démarrer une entreprise.

Le Gouvernement appuie et supervise également la réalisation de programmes auxiliaires auxquels peuvent recourir les PME (y compris celles gérées par des femmes). Il s'agit des programmes suivants : fonds de développement des entreprises, fonds de développement des entreprises exportatrices et fonds de financement des investissements.

Actuellement, le Département pour les femmes, les familles et la lutte contre la discrimination réalise des projets cofinancés par l'activité 1.6b du Fonds social européen, « L'intégration et la réintégration professionnelles des femmes ». Ainsi, le Gouvernement continue de mettre en œuvre et d'appuyer énergiquement une politique destinée à encourager et à consolider les entreprises créées par des femmes. Dans ce cadre, un projet concernera les femmes encore inactives du point de vue professionnel, en vue de leur inspirer l'esprit d'entreprise et de renforcer leur motivation en mettant en valeur des attitudes positives dignes d'être imitées, et en

réduisant au minimum les obstacles administratifs et juridiques qui entravent le démarrage de leur entreprise.

Éducation

19. *Il est indiqué dans l'article 119 du sixième rapport périodique que, selon des experts indépendants, tous les manuels scolaires utilisés en Pologne après 1999 étaient conformes aux principes de l'égalité et du partenariat entre les sexes. Si tel est le cas, veuillez expliquer la raison pour laquelle l'un des objectifs de la phase II du Plan d'action national en faveur de la femme (2003-2005) était d'introduire les « principes d'égalité entre les sexes dans les programmes d'études, les manuels scolaires et les matériels didactiques à tous les niveaux de l'enseignement » (CEDAW/C/POL/6, par. 130).*

En 1999, le Ministère de l'éducation nationale a publié une directive demandant à des experts d'examiner les manuels scolaires sous l'angle de l'égalité entre les femmes et les hommes et d'une conception non stéréotypée du rôle des sexes. La Représentante spéciale a organisé deux conférences sur la question de l'égalité et de la tolérance dans les manuels scolaires – en 2003 et 2005. À la première conférence, qui visait à étudier les normes d'éducation et les critères utilisés pour évaluer les programmes et les manuels, la Représentante spéciale a présenté sa propre analyse (préparée par l'équipe de l'éducation) des manuels scolaires et des programmes, révélant que les experts ne s'acquittaient pas de leur tâche de façon satisfaisante. En conséquence, la Représentante spéciale a recommandé, en tant qu'un des objectifs du Plan national d'action en faveur des femmes « l'adoption du principe de l'égalité des sexes dans les programmes, les manuels scolaires et les matériels didactiques à tous les niveaux de l'enseignement ».

En 2004, le Ministère de l'éducation nationale et des sports a publié une nouvelle directive le 5 février 2004 concernant l'introduction de programmes d'enseignement préscolaire, de programmes d'enseignement et de manuels scolaires dans les écoles ainsi qu'une renonciation aux évaluations. Aux termes de cette directive, les experts doivent évaluer davantage les manuels scolaires et les programmes du point de vue de leur conformité avec les programmes en vigueur; la législation, y compris la Constitution polonaise, et les conventions ratifiées par la Pologne, le respect des droits de l'homme et celui du principe de l'égalité de statut pour les filles et les garçons et pour les femmes et les hommes. Une norme concernant les opinions exprimées dans les manuels scolaires et les programmes a été formulée, adressée à tous les experts et placée sur le site web du Ministère. Aux termes du paragraphe 4 de cette directive, l'expert doit notamment vérifier si les textes des manuels scolaires sont conformes à la loi, à la Constitution polonaise et aux conventions internationales ratifiées par la Pologne, et il doit appeler l'attention sur le respect des droits de l'homme et du principe de l'égalité de statut des filles et des garçons et celle des femmes et des hommes, et il doit en donner des exemples positifs et négatifs (y compris les numéros des pages correspondantes).

À la deuxième conférence organisée par la Représentante spéciale en 2005, les résultats d'un concours pour la rédaction de manuels célébrant le principe de l'égalité et de la tolérance ont été annoncés.

20. *Veuillez fournir des données illustrant l'incidence du programme pilote gouvernemental d'aide à la communauté rom dans la voïvodie de Malopolska durant la période 2001-2003 sur les taux d'abandon scolaire des enfants rom, en particulier les filles. Veuillez également fournir des données statistiques détaillées sur l'éducation des filles rom.*

Le programme pilote gouvernemental d'aide à la communauté rom dans la voïvodie de Malopolska durant la période 2001-2003 a couvert quatre powiats et la ville de Tarnów, qui ont la plus forte proportion de population rom dans la voïvodie (à l'exception de Cracovie). Le programme a été mis en œuvre dans près de 60 établissements d'enseignement, principalement des écoles élémentaires et intermédiaires (gimnazja) et a concerné 427 élèves rom (on ne dispose pas d'informations quant au sexe) dont 341 fréquentaient des écoles élémentaires et 86 des gimnazja. Quatre-vingt-dix-huit élèves fréquentaient rarement l'école ou ne la fréquentaient pas du tout. Il s'agissait surtout d'élèves fortement retardés (par exemple à 16 ans ils étaient encore dans les classes I à III des écoles élémentaires) qui avaient fréquemment changé de lieu de résidence. Ils comprenaient aussi un groupe important qui résidait temporairement hors de Pologne. Les activités du programme ont permis d'accroître la scolarisation des enfants rom. Pendant l'exercice scolaire 2001/02, le taux de fréquentation de 136 élèves dans 24 écoles a dépassé 90 %, soit un niveau comparable à celui des autres élèves. Pour environ 300 élèves ce taux a été compris entre 60 et 80%. C'est surtout pour les élèves des classes supérieures de l'école élémentaire que le taux de fréquentation a été plus faible. On peut aussi observer une amélioration des résultats scolaires, obtenue grâce au programme. Sur 427 élèves des écoles élémentaires et des gimnazja, 337 ont été admis dans la classe supérieure et 69 ont achevé leur scolarité, dont 46 qui ont achevé l'école élémentaire et 23 qui ont achevé le gimnazjum. Les élèves rom ont enregistré en général les résultats les plus faibles, avec des notes insuffisantes ou à peine suffisantes, mais une proportion croissante, d'environ 10 à 15 %, a obtenu de bonnes notes. La principale raison pour laquelle des élèves n'ont pas été admis dans la classe supérieure a été leur fréquentation scolaire insuffisante (environ 50 %).

De plus, dans le cadre du programme, des enfants rom nettement plus nombreux ont bénéficié d'une éducation préscolaire, ce qui, compte tenu du fait que beaucoup d'entre eux ne parlent chez eux que la langue rom, est extrêmement important pour leur éducation future. En 2002, 69 enfants ont reçu une éducation préscolaire.

Le niveau d'éducation de la plupart des enfants rom polonais doit être considéré comme très faible. Environ 70 % d'entre eux bénéficient d'un enseignement régulier. Leur taux de fréquentation scolaire est également faible. Souvent les enfants partent avec leurs parents pendant une longue période (les accompagnant dans leurs circuits commerciaux, par exemple), de sorte que les week-ends et les vacances sont excessivement prolongés. Les filles de 13 à 16 ans sont déjà des filles à marier. Une fois mariées, les jeunes épouses ne retournent pas à l'école.

Le programme gouvernemental d'aide à la communauté rom de la voïvodie de Malopolska était un programme pilote.

On a supposé que la réalisation du programme dans la région de Malopolska servirait d'exemple pour préparer et réaliser à l'échelle de la Pologne un programme

pluriannuel d'aide à la communauté rom. Le programme visait à créer un type de mécanisme apte à réduire au minimum les disparités sociales entre la communauté rom et le reste de la société, sans oublier qu'il faut absolument permettre à cette communauté de conserver son identité culturelle.

Le programme gouvernemental pilote d'aide à la communauté rom dans la voïvodie de Malopolska pour les années 2001-2003 a été réalisé dans huit domaines essentiels : éducation, lutte contre le chômage, santé, éradication des insectes et des rats, niveaux de vie, sécurité, culture et connaissance de la communauté rom.

Dans le programme, la priorité a été accordée aux activités d'enseignement. Elles comportaient les éléments suivants :

- Participation du plus grand nombre possible d'enfants rom à l'éducation préscolaire;
- Achat de manuels et d'équipement scolaire pour tous les élèves et enfants au stade préscolaire;
- Leçons de langue polonaise;
- Recrutement de maîtres auxiliaires.

En 2001-2002, un crédit de 1 241 686 zlotys du budget de l'État a été consacré à l'éducation.

La mise en œuvre des tâches d'éducation du programme par les écoles participantes a permis aux enseignants, proviseurs et autorités de l'enseignement de s'informer davantage sur la communauté rom. Les rom eux-mêmes ont été sensibilisés à l'importance de l'éducation pour leurs enfants.

Un important groupe d'élèves participe au programme scolaire spécial. Ainsi 105 d'entre eux y ont participé pendant l'exercice scolaire 2001-2002.

Compte tenu des insuffisances du modèle de classes pour enfants rom, qui accueille 200 élèves rom, il était nécessaire de mettre au point un nouveau modèle d'enseignement qui, tout en respectant les convictions des parents, contribuerait à améliorer le taux de fréquentation et le niveau de l'enseignement scolaire des enfants rom.

Les résultats des initiatives prises en 2001-2002 doivent être considérés au minimum comme prometteurs. Mais il importait de mener à bien au cours des années ultérieures les tâches structurelles prévues à l'intention de la communauté rom et d'appliquer les résultats à l'ensemble du pays. L'établissement d'un programme national pluriannuel à l'intention de la communauté rom a été entrepris et il doit être mis en œuvre dans tout le pays pendant la période 2004-2013. Il vise à améliorer l'éducation des rom en augmentant le nombre d'élèves qui achèvent leur scolarité, améliorent leur taux de fréquentation et leurs résultats, de façon à ce qu'ils puissent poursuivre leur éducation dans les écoles secondaires et supérieures.

Emploi et conciliation des activités professionnelles et familiales

21. *Il est indiqué dans le rapport que l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes persiste malgré l'existence d'une législation interdisant la discrimination salariale fondée sur le sexe, les femmes gagnant en moyenne 20 % de*

moins que les hommes. Quelles sont les mesures concrètes prises par le Gouvernement pour faire respecter la législation et quel est leur effet?

Le système juridique polonais – la Constitution et le Code du travail, ainsi que la Convention, ratifiée par la Pologne, sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (juillet 1980) garantit l'égalité de rémunération pour les femmes et pour les hommes. Cependant les dernières données disponibles communiquées par l'Office central de statistique, datées d'octobre 2004, montrent qu'il existe toujours des différences de rémunération entre les femmes et les hommes. Il faut mentionner que cet écart a diminué depuis les années 1990. Il demeure plus faible dans le secteur public que dans le secteur privé.

22. Le fait que le congé pris pour élever les enfants soit considéré comme une période non subordonnée au versement de cotisations de retrait, et les âges de la retraite différents pour les femmes et les hommes signifient que les femmes perçoivent des retraites inférieures à celles des hommes. D'après le rapport, le nouveau système de retraite adopté en 1998 désavantage certaines femmes encore plus que le précédent (CEDAW/C/POL/6, par. 157). Le nouveau système établit aussi une discrimination à l'égard des hommes, car il tient compte de l'espérance de vie à l'âge de la retraite qui est moins élevée pour les hommes que pour les femmes. Veuillez indiquer si le Gouvernement a l'intention de revoir le système de retraite pour garantir l'égalité des droits et de traitement des femmes et des enfants.

L'égalisation de l'âge de la retraite pour les femmes et les hommes est un des objectifs déclarés de l'UE dans le cadre de la méthode ouverte de coordination des systèmes de sécurité sociale. À l'avenir, il sera nécessaire d'égaliser l'âge de la retraite pour les femmes et les hommes en Pologne également. En conséquence, l'adoption d'un âge égal d'admission à la retraite est considérée comme un critère de modernité des systèmes modernes de pension. Un âge différent de la retraite pour les femmes et les hommes entraîne notamment une inégalité entre les sexes sur le marché du travail. L'égalisation des chances par l'égalisation des droits des femmes et des hommes dans le système de pension est un élément important de la politique sociale. Ces changements devraient être apportés progressivement, en respectant les droits acquis par les personnes assurées. L'objectif consistera à égaliser l'âge de la retraite des femmes et des hommes et à accroître ainsi l'activité professionnelle des femmes. Conformément aux réglementations de l'UE, il est suggéré que l'âge de la retraite soit progressivement rendu égal pour les femmes et les hommes et qu'il soit prolongé pour cela de 6 mois annuellement. Une disposition importante consistera en une campagne publicitaire indiquant les raisons des mesures prises et les conséquences qui en résulteront ou non pour les femmes du point de vue de leurs pensions futures.

Actuellement, le Ministère du travail et de la politique sociale prépare une campagne d'information sur l'âge de la retraite des femmes (sa prolongation) à l'intention des médias, des parlementaires, des syndicats, des organisations sociales féminines et des associations sociales et religieuses. Le succès de cette campagne permettra d'apporter des changements essentiels au système de pensions actuel. Le principe de l'égalité de traitement s'applique aux conditions générales de la couverture de l'assurance sociale, à l'obligation de verser et de calculer le montant des contributions d'assurance sociale, au calcul du montant des pensions, à la période de versement des contributions et à la conservation du droit à pension. Une personne assurée qui estime que le principe de l'égalité de traitement n'a pas été

respecté peut engager des recours devant les tribunaux pour demander le versement de sa pension.

23. *D'après le rapport, les jardins d'enfants et les crèches existants ne sont pas exploités au maximum de leurs possibilités en raison de leurs coûts prohibitifs (CEDAW/C/POL/4 et 5, par. 194). Dans le même temps, la plupart des femmes qui ont créé leur entreprise l'ont ensuite quittée car elles ne pouvaient pas concilier carrière et tâches ménagères (CEDAW/C/POL/4 et 5, par. 249). Veuillez fournir des informations sur les mesures prises pour rendre les crèches et les jardins d'enfants plus accessibles et financièrement abordables, ainsi que sur d'autres mesures prises pour aider les parents à concilier vie professionnelle et responsabilités familiales.*

Concernant les allocations familiales, les prestations sont égales pour les femmes et pour les hommes. Le versement des prestations est régi par les lois suivantes : la loi sur les allocations familiales du 28 novembre 2003 et la loi du 22 avril 2005 sur le comportement à adopter à l'égard de ceux qui doivent une pension alimentaire et des acomptes sur pension alimentaire. Les allocations familiales font l'objet de la loi sur les allocations familiales. On peut distinguer les types suivants d'allocations :

a) Allocations familiales et suppléments connexes : allocation familiale mensuelle, supplément en cas de naissance d'un enfant, supplément versé à la personne qui s'occupe d'un enfant pendant le congé de maternité, supplément pour élever seul un enfant, acompte sur pension alimentaire et supplément pour élever un enfant dans une famille nombreuse, supplément pour l'éducation et la réadaptation d'un enfant handicapé, et supplément pour un enfant scolarisé hors de son lieu de résidence;

b) Allocations pour enfant à charge, autrement dit : allocation pour la personne qui s'occupe d'un enfant en quittant son emploi, allocation pour allaitement.

La loi du 29 décembre 2005 portant amendement de la loi sur les allocations familiales a créé deux types d'allocations à l'occasion de la naissance d'un enfant : 1) une allocation unique à la naissance, 2) une allocation approuvée et financée par les gminas.

La loi du 22 avril 2005 sur le comportement à l'égard des personnes tenues de verser une pension alimentaire et des acomptes sur pension a créé de nouvelles prestations sous forme d'acomptes sur pension et des dispositions visant à améliorer les procédures d'exécution à l'encontre des personnes tenues de verser une pension alimentaire.

Depuis l'année scolaire 2005/2006, un nouveau type de prise en charge des enfants a été créé sous forme d'une « classe zéro » obligatoire. Les enfants âgés de 6 ans doivent suivre une préparation préscolaire d'un an dans un jardin d'enfants ou une classe préscolaire organisée dans une école élémentaire. La « classe zéro » est gratuite dans les écoles mais dans les jardins d'enfants une redevance est fixée par le Conseil d'administration du jardin d'enfants. De plus, si un enfant de 6 ans réside à plus de 3 kilomètres du jardin d'enfants public le plus proche ou de la classe préscolaire organisée dans une école élémentaire, le gmina doit assurer gratuitement le transport et l'accompagnement pendant le transport ou rembourser les coûts de transport de l'enfant et de son accompagnateur par le transport public, si le transport est demandé par les parents. La classe zéro obligatoire permet aux femmes de

concilier leur carrière et l'éducation de leurs enfants. La conciliation du travail et de l'éducation des enfants est aussi facilitée par des formes d'emploi souples, par exemple le travail temporaire, le travail à domicile pendant une période limitée, les heures supplémentaires, la sous-traitance, le partage des heures de travail et la réduction de la durée du travail : semaine de travail plus courte, travail pendant le week-end et recrutement de salariés sur la base de contrats temporaires.

Accès aux soins de santé

24. *Le rapport indique que l'accès déjà limité à l'avortement en Pologne est rendu encore plus compliqué par le fait que le personnel médical a le droit de refuser de pratiquer un avortement pour des raisons morales, ce qui peut mettre en danger la vie des femmes enceintes voulant avorter. Le sixième rapport périodique montre qu'il existe un taux de fausses couches extrêmement élevé, comme cela est indiqué dans le tableau A.12.2 (par. 190). Le Comité des droits de l'homme, dans ses observations finales de 2004, s'est dit inquiet de l'impossibilité d'avorter dans la pratique même si la loi autorise l'avortement, par exemple, en cas de grossesse résultant d'un viol, et de l'absence d'information sur l'utilisation de la clause d'objection de conscience par les médecins qui refusent de pratiquer les avortements légaux. Le Comité regrette en outre l'absence d'information sur l'ampleur des avortements illégaux et leurs conséquences pour les femmes concernées. Veuillez donner des précisions sur la position du Gouvernement sur cette question et fournir toute information concernant les modifications envisagées pour améliorer l'accès des femmes aux services de santé en matière de procréation, conformément à la recommandation générale 24 du Comité sur l'article 12 de la Convention.*

Le refus de pratiquer un avortement, dans les cas énoncés dans la loi sur la planification familiale, la protection du fœtus humain et les conditions d'admissibilité de l'avortement pratiqué par un médecin intervenant conformément à la « clause d'objection de conscience » ont fait l'objet d'une directive du Ministère de la santé en date du 6 octobre 2005 sur les conditions générales des contrats de fourniture de services de santé. Aux termes de cette directive, dans ces cas le prestataire de services doit avoir signé un contrat avec un sous-traitant. Ce contrat doit permettre d'assurer une prestation de service refusée par un médecin qui exerce sa profession sur la base d'une relation de travail ou qui, pendant son service, a présenté au prestataire de services une déclaration par laquelle il peut refuser de fournir un service si celui-ci va contre sa conscience. Le médecin doit indiquer que la prestation peut être assurée par un autre médecin ou un autre établissement de soins médicaux et il doit aussi enregistrer et expliquer sa position dans les dossiers médicaux. Un médecin dans l'exercice de sa profession doit le notifier au préalable par écrit à son supérieur. Dans des situations où un retard dans la fourniture d'une assistance médicale peut se traduire par la mort, des dommages corporels graves ou une atteinte grave à la santé, ou dans d'autres situations d'urgence, le médecin doit dans chaque cas fournir son assistance.

En cas de violation de ces conditions, l'administrateur régional de la Caisse nationale de santé peut résilier sans préavis, en totalité ou en partie, le contrat de travail avec le prestataire.

Il n'y a pas eu en Pologne ces dernières années de variation importante du nombre des avortements provoqués. Ce nombre demeure constant, de l'ordre de

41 000 par an. Les avortements provoqués résultent de facteurs tels que la pauvreté, la malnutrition, le refus de subir des examens médicaux, les contrôles insuffisants pendant la grossesse et le stress. Il faut aussi prendre en compte l'augmentation de l'âge auquel les mères accouchent de leur premier enfant.

Pour améliorer l'accès aux services médicaux liés à la maternité, le Ministère de la santé a publié le 21 décembre 2004 une directive énumérant les diverses prestations médicales proposées, y compris les dépistages et la fréquence de ces dépistages. Elle définit le champ d'application des examens médicaux préventifs pour les femmes enceintes, les périodes pendant lesquels ils doivent être pratiqués et les divers examens prénatals pour les femmes présentant un risque élevé de maladie ou de trouble pathologique, y compris les anomalies génétiques. De plus, depuis 2004, un programme d'examens prénatals a été mis en œuvre dans le cadre des programmes prophylactiques actuels de la Caisse nationale de santé.

Des modifications sont aussi intervenues en ce qui concerne la formation des médecins. L'association gynécologique polonaise a présenté un plus grand nombre de recommandations, le programme de spécialisation médicale en gynécologie et obstétrique a été modifié, la formation continue a été rendue obligatoire et l'organisation des examens modifiée conformément aux prescriptions de l'UE.

Le Ministère de la santé ne dispose pas d'instruments, notamment d'instruments juridiques, pour étudier le phénomène des avortements illégaux. Lorsqu'un avortement illégal est signalé, il l'est en tant que délit. Les tribunaux se prononcent alors sur l'existence ou non d'un délit.

25. Les femmes des zones rurales ont un accès inégal aux soins de santé car il y a moins d'établissements médicaux dans ces zones (CEDAW/C/POL/4 et 5, par. 211). Veuillez décrire les mesures prises par le Gouvernement pour améliorer l'accès des femmes rurales aux soins de santé.

Le problème de l'accès aux soins de santé des femmes dans les zones rurales a fait l'objet d'une enquête dans le cadre du Programme national de santé pour 1996-2005, dont l'objectif était « de faciliter l'accès aux soins de santé primaires et d'améliorer ces soins ». Il s'agissait d'obtenir une image de l'infrastructure des soins de santé primaires, prenant en compte le personnel médical, la base matérielle, l'équipement et les activités de prévention et de traitement assurées par le personnel dans les établissements médicaux. La base de données des établissements de soins de santé primaires en Pologne est mise à jour régulièrement.

Les autorités publiques se sont préoccupées de répartir de façon équilibrée et appropriée les établissements de soins dans tout le pays et sont parvenues à définir en 2005 le concept d'un réseau d'hôpitaux. Ce système est mis en place dans le cadre du Plan national de développement pour 2004-2006. La directive du Conseil des ministres du 22 juin 2004 sur l'adoption du Plan national de développement pour 2004-2006 prévoit d'améliorer l'infrastructure sociale locale, notamment en matière d'éducation et de santé, surtout dans le contexte d'une amélioration par les communautés locales de l'accès à l'infrastructure des soins de santé et de l'égalisation des possibilités d'éducation pour les élèves des zones rurales et urbaines. Les tâches essentielles portent avant tout sur la modernisation et l'équipement des institutions de soins de santé primaires et l'amélioration de la qualité des services sanitaires.

Pour desservir la population rurale, un programme visant à améliorer les soins de santé dans les zones rurales pendant la période 2007-2011 a été formulé, à l'intention des personnes employées dans des exploitations agricoles, des personnes exerçant différentes activités ou ayant deux emplois, des enfants et des retraités. Les femmes résidant en zone rurale seront prises en compte en tant que groupe séparé. Le programme portera notamment sur la qualité des services de santé dans les zones rurales, l'accès aux soins de santé, les maladies dans la population rurale, la prévention des maladies transmissibles et le problème des accidents, surtout chez les enfants des zones rurales.

L'accès aux prestations et aux services offerts dans le cadre de programmes sanitaires et de procédures très spécialisées financés par le budget du Ministère de la santé varie en fonction du lieu de résidence ou d'autres critères, différents des critères médicaux. Dans certains programmes sanitaires, du fait de la nature des problèmes médicaux qui n'intéressent qu'un seul sexe, les prestations prévues ne concernent que les femmes (par exemple le dépistage du cancer du col de l'utérus). Les prestataires de services qui mettent en œuvre le programme opèrent dans tout le pays et l'accès aux prestations du programme est le même pour les femmes résidant en zone rurale que pour les femmes résidant en zone urbaine.

Des dispositions garantissant l'égalité d'accès aux prestations de soins de santé figurent aussi dans la réglementation pénale. En effet, aux termes de la loi sur les prestations de soins de santé financées par des fonds publics, quiconque empêche ou entrave sérieusement l'accès aux soins de santé est passible d'une amende. Les sentences à cet égard sont rendues sur la base du Code de procédure concernant les infractions mineures.

Protocole facultatif

26. Veuillez fournir des informations sur les mesures prises afin de faire largement connaître le Protocole facultatif se rapportant à la Convention, que la Pologne a ratifié le 22 décembre 2003.

Le Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes est entré en vigueur est entré en vigueur en Pologne le 22 mars 2004. Aux termes de l'article 13 du Protocole, tout État partie s'engage à faire largement connaître et diffuser la Convention et le Protocole, et à faciliter l'accès aux informations relatives recommandations du Comité concernant l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, en particulier pour les affaires concernant cet État partie.

- Lorsque le Protocole est entré en vigueur à l'égard de la Pologne en mars 2004, le Ministère des affaires étrangères, se référant à l'article 13 du Protocole, s'est adressé aux services administratifs compétents pour les questions intéressant les femmes en leur demandant de faire davantage connaître ce document;
- Dans le cadre de la campagne de sensibilisation de l'ONU mise en œuvre par le Ministère des affaires étrangères en 2004 se sont tenus des séminaires organisés en collaboration par la Représentante spéciale du Gouvernement pour l'égalité de l'homme et de la femme, à l'intention des ONG, des médias et des autorités régionales en vue de les sensibiliser aux activités

antidiscriminatoires des Nations Unies. Au cours de ces séminaires, les participants ont été informés des possibilités et des méthodes d'introduction de réclamations individuelles devant les organes du traité;

- Le texte de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et celui du Protocole facultatif ont été placés sur les sites Web officiels de nombreux organismes publics, y compris le secrétariat de la Représentante spéciale du Gouvernement pour l'égalité de l'homme et de la femme, le Ministère de la justice et le Ministère des affaires étrangères.
-